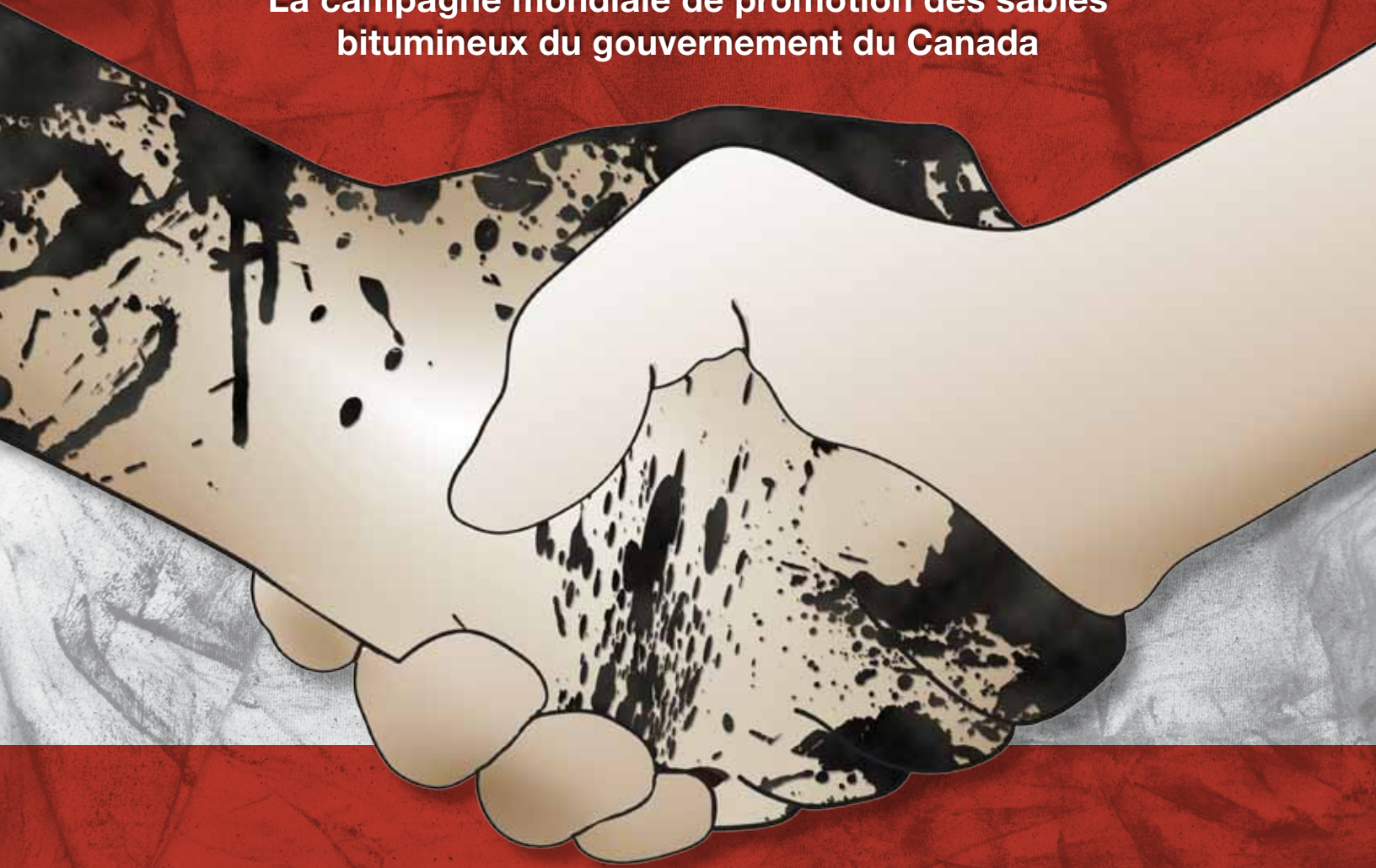


Sale diplomatie pétrolière

La campagne mondiale de promotion des sables
bitumineux du gouvernement du Canada



Climate Action Network Canada Réseau action climat Canada

EN COLLABORATION AVEC



DRAW THE LINE  **Moving beyond tar sands oil**



Outline

Introduction	4
Sables bitumineux 101	5
Politique intérieure – sables bitumineux à tout prix	8
- Bien des paroles, mais aucune action.....	9
- Payer les pollueurs.....	10
- Déclin du soutien gouvernemental à la science du climat	10
- Attaques du gouvernement contre la société civile et les Premières nations.....	11
- Coût intérieur de l'inaction	13
Le Canada dans le monde – amoindrir l'action climatique	
- Le retrait du Canada des engagements climatiques internationaux	12
- Attaques contre les politiques étrangères sur les changements climatiques et l'énergie propre : la stratégie de promotion des sables bitumineux.....	12
- Stratégie de promotion des sables bitumineux.....	13
o Stratégie paneuropéenne de promotion des sables bitumineux	14
o Stratégie étasunienne de promotion des sables bitumineux	17
- Tentative d'expansion du marché des sables bitumineux : Keystone, Trailbreaker et Northern Gateway	19
Le «reste du Canada»	23
Conclusion	24
Notes en fin d'ouvrage	25



Introduction

À quoi vous fait penser le Canada? À de vastes espaces sauvages protégés? À la diversité culturelle et à la tolérance? À la réputation du Canada comme agent international pour le maintien de la paix? Au hockey? Vous avez peut-être déjà vu quelqu'un porter un sac à dos orné d'une feuille d'érable. Cette personne ne détenait peut-être pas de passeport canadien, mais connaissait pourtant la valeur de la « marque » canadienne. Les Canadiens sont considérés comme des gens gentils, amicaux et leur pays, sur une plus grande échelle, comme une «puissance moyenne» ou un «agent médiateur» jouant un rôle constructif sur la scène mondiale.

La réputation internationale du Canada est enracinée dans son histoire. Le 14^e premier ministre, Lester B. Pearson, a reçu le prix Nobel de la Paix pour son rôle lors de la crise du Canal de Suez. Le Canada a mené les négociations lors du Protocole de Montréal, mettant ainsi un frein à l'utilisation de substances appauvrissant l'ozone. Le gouvernement canadien a mené des travaux qui ont conduit au Traité d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel. Le Canada a été l'un des premiers pays à signer le Protocole de Kyoto. L'État canadien a toujours participé aux efforts de médiation dans les zones de conflit et a été parmi les premiers pays occidentaux à imposer des sanctions au régime d'apartheid en Afrique du Sud.

Aujourd'hui, cependant, il en est autrement. Le gouvernement actuel veut faire du Canada une «super puissance énergétique», ce qui signifie extraire et exporter rapidement certains pétroles dont la concentration en carbone est la plus élevée au monde. Cela se traduit par une nouvelle direction à la fois de la politique intérieure et étrangère.

Sur le plan intérieur, le gouvernement canadien n'a pas réussi à mettre en place des politiques pour réglementer les émissions de gaz à effet de serre provenant du secteur pétrolier ; le gouvernement a éliminé le soutien fédéral pour les énergies renouvelables et la science du climat ; il a continué à subventionner le pétrole, le charbon ainsi que le gaz ; et il a qualifié les Premières nations, les organisations environnementales et même l'opposition officielle au Canada, de «radicaux», «d'extrémistes» et même de «terroristes». Cette rhétorique, de plus en plus hostile, est utilisée contre toute personne qui conteste l'expansion rapide des sables bitumineux et de l'infrastructure qui y est associée.

Au niveau international, le retrait du gouvernement canadien du Protocole de Kyoto s'est produit après de nombreuses années à se distinguer en tant que retardataire dans les négociations internationales sur le climat. Les gouvernements du Canada et de l'Alberta, ainsi que l'industrie pétrolière et gazière, collaborent maintenant à la «stratégie de promotion des sables bitumineux» qui tente de saper ou de tuer les politiques climatiques d'autres juridictions.

Toutefois, les valeurs des citoyens canadiens n'ont pas changé – elles demeurent ancrées dans le respect de notre environnement commun, du maintien de la paix et de notre bien-être collectif¹. On peut donc espérer que le Canada reprenne, un jour, un rôle constructif dans le monde.



Sables bitumineux 101

Les sables bitumineux, également connus sous le nom de sables pétroliers ou de bitume naturel, sont un produit de la nature; il s'agit de pétrole brut lourd naturellement mélangé à du sable ou à de l'argile et de l'eau¹. Contrairement aux pétroles bruts, le bitume est trop épais pour être coulé ou pompé². Aussi, afin de pouvoir déplacer le bitume, celui-ci doit être chauffé à de fortes températures ou dissout à l'aide d'un solvant chimique. Une fois que le bitume est extrait, il doit être bonifié pour en faire du pétrole brut de synthèse avant d'être traité comme le sont les pétroles ordinaires³.

C'est parce que les sables bitumineux ne peuvent être coulés et que le pétrole doit être séparé de l'argile et du sable qu'ils entraînent une dépense énergétique beaucoup plus grande que celle des pétroles bruts ordinaires. La nécessité de chauffer, de diluer et de bonifier le bitume signifie que le processus présentement utilisé pour transformer le bitume en pétrole nécessite en moyenne 23 % plus d'énergie que ce qu'exigent les autres formes de pétrole brut ordinaire⁴.

On retrouve des gisements de sables bitumineux partout dans le monde ; les plus grands gisements connus se situent au Canada et au Venezuela⁵. Les sables bitumineux canadiens, qui se trouvent principalement dans la province de l'Alberta, sont les gisements de sables bitumineux les plus développés au monde et les troisièmes plus importants, après ceux de l'Arabie Saoudite et du Venezuela⁶. L'extraction des sables bitumineux canadiens se fait selon l'une des deux méthodes suivantes : l'extraction de surface est utilisée lorsque les sables bitumineux sont près de la surface et des techniques d'extraction *in situ* sont utilisées pour les gisements plus profonds afin de chauffer le bitume et de le pomper à la surface. La plupart des gisements de sables bitumineux de l'Alberta qui restent à exploiter nécessiteront une extraction *in situ*, soit la plus exigeante des deux méthodes sur le plan énergétique^{7,8}.

Changements climatiques

Les émissions provenant de l'extraction et de la bonification des sables bitumineux du Canada constituent la plus grande source de pollution générée par les gaz à effet de serre du pays. Entre 2005 et 2020, les sables bitumineux pourraient générer près de quatre fois la quantité d'émissions produites par les industries du Canada réunies^{9,10}. L'extraction et la bonification des sables bitumineux font en sorte que ceux-ci produisent entre 3,2 et 4,5 fois plus de pollution par baril que les pétroles ordinaires produits au Canada ou aux États-Unis¹¹. Les sables bitumineux sont exploités très rapidement et sans aucune réglementation fédérale pouvant limiter la pollution générée par les gaz à effet de serre^{12,13}. Les sables bitumineux ont déjà une empreinte carbonique comparable à celle de la Suisse et supérieure à celles de 130 autres pays dans le monde^{14,15}. Si l'Alberta était un pays, son empreinte carbonique per capita serait la plus élevée au monde, soit 69 tonnes de CO₂ par personne et par année – bien au-delà de son plus proche concurrent, le Qatar, qui se situe à 49 tonnes¹⁶.

Eau

L'exploitation des sables bitumineux nécessite de grandes quantités d'eau – entre deux et quatre barils pour l'extraction et environ un baril et demi pour les techniques *in situ*, par baril de pétrole¹⁷. La plupart de l'eau servant à l'extraction des sables bitumineux provient de la rivière Athabasca et, en raison des hauts niveaux de toxines présents dans les eaux usées, seulement des quantités négligeables d'eau peuvent être retournées à la rivière^{18,19}. En conséquence, ces eaux usées sont soit déversées dans des bassins de décantation ou injectées profondément sous terre^{20,21}.

La quantité d'eau qui est actuellement utilisée pour l'exploitation des sables bitumineux pourrait potentiellement constituer une menace sérieuse à l'écosystème de la rivière Athabasca qui non seulement se jette dans le plus grand delta d'eau douce au monde, mais qui représente aussi un élément vital pour la vie et les moyens de subsistance des peuples



Sables bitumineux 101

des Premières nations qui vivent en aval des sables bitumineux^{22,23}. Au rythme actuel, l'exploitation des sables bitumineux puisent des volumes d'eau pouvant atteindre un seuil critique pendant les périodes d'étiage²⁴.

Malgré quatre décennies d'exploitation des sables bitumineux, il n'existe que très peu d'information sur les effets de cette exploitation sur la rivière Athabasca²⁵. En raison des nombreuses critiques de la part d'un certain nombre de groupes scientifiques indépendants, les gouvernements fédéral et provincial ont récemment annoncé de nouveaux plans de surveillance de ce fragile écosystème aquatique^{26,27,28}.

Bien que ce plan de surveillance constitue une amélioration en soit, il faudra attendre des années avant que de nouvelles données environnementales soient produites et rien ne garantit que cette information sera utilisée lors de l'approbation de futurs projets d'exploitation des sables bitumineux. Dans l'intervalle, le gouvernement continue d'approuver de nouveaux projets reliés aux sables bitumineux²⁹.

Bassins de décantation

Les résidus sont des sous-produits de l'extraction des sables bitumineux ; ils sont essentiellement constitués d'un mélange de sable, d'argile, d'eau et de toxines³⁰. Les résidus des sables bitumineux sont d'une toxicité chronique et grave pour la plupart des organismes vivants ; ils contiennent des concentrations élevées d'arsenic, de mercure, de plomb et d'autres sous-produits chimiques et cancérigènes reliés à la production des sables bitumineux³¹.

Les bassins de décantation sont utilisés pour le confinement à long terme des déchets. Ces bassins couvrent actuellement un territoire de plus de 170 kilomètres carrés et ils se remplissent à raison de plus de 200 millions de litres par jour^{32,33}. Même avec des systèmes de récupération des résidus, la modélisation hydrologique effectuée par l'industrie avance que les fuites de ces bassins s'infiltrent dans les eaux souterraines à un débit se situant entre 11 millions et 12,6 litres par jour³⁴. En dépit de ces préoccupations connues, les fuites ne sont pas bien documentées ni étudiées³⁵.

Récupération

Des 686 kilomètres carrés qui ont été affectés par l'extraction des sables bitumineux, seulement 1,04 km carré a été véritablement recyclé³⁶. La forêt boréale du Canada demeure l'un des plus grands puits de carbone intacts dans le monde. Plusieurs des zones touchées par l'exploitation des sables bitumineux sont constituées à plus de 40 pour cent de tourbières et marais et de systèmes de zones humides qui ont pris des milliers d'années à se développer. Avec les technologies de récupération actuelles, il serait impossible de remettre ces zones dans leur état original de notre vivant³⁷.

Pollution de l'air

En plus des émissions associées au réchauffement de la planète, l'exploitation des sables bitumineux génère d'autres polluants atmosphériques, incluant l'oxyde d'azote, le dioxyde de soufre, des particules atmosphériques et autres composés organiques volatils³⁸. Ces polluants contribuent aux pluies acides et au smog et peuvent être dangereux pour la santé humaine^{39,40}. De la même manière que l'exploitation des sables bitumineux produit plus de pollution générée par les gaz à effet de serre que les pétroles ordinaires, elle produit aussi deux fois plus d'oxyde d'azote et de dioxyde de soufre par baril, des substances qui rendent les pluies acides⁴¹.

Sables bitumineux 101

Lorsqu'elle a été mesurée en vertu des normes sur la qualité de l'air en vigueur dans la province de l'Alberta, la concentration de ces polluants a dépassé de plus de 1500 fois les seuils permis en matière de qualité de l'air, et ce, seulement pour l'année 2009⁴². Les normes actuellement utilisées en Alberta sont en deçà des normes internationales en matière de qualité de l'air⁴³.

Premières nations

Au Canada, les Premières nations sont détentrices de droits prioritaires et ne sont pas seulement des parties prenantes. Le Canada est constitutionnellement tenu de consulter les Premières nations sur tout ce qui concerne leurs traités ou leurs terres ancestrales⁴⁴. Les Premières nations soulèvent de plus en plus de cas dans lesquels ces droits sont violés, résultat direct de l'exploitation des sables bitumineux⁴⁵.

Les communautés des Premières nations vivant en aval des sables bitumineux sur la rivière Athabasca ont un taux de cancer 30 % plus élevé que celui de l'ensemble de la population de l'Alberta⁴⁶. La survie de ces communautés dépend de la chasse et de la pêche qui sont leurs moyens de subsistance ; les impacts directs sur la qualité de l'eau, la santé des écosystèmes aquatiques et les populations animales locales, qui résultent de la production des sables bitumineux, n'ont pas été surveillés adéquatement dans ces communautés⁴⁷.

Plusieurs groupes des Premières nations ont, jusqu'à présent, demandé un moratoire sur toute éventuelle exploitation des sables bitumineux, jusqu'à ce qu'une attention adéquate soit accordée aux impacts de ceux-ci sur leurs vies, sur leurs moyens de subsistance, sur leurs droits issus de leurs traités et sur les droits de l'Homme⁴⁸. En 2009, le Canada s'est classé sixième à l'examen périodique des droits de l'Homme des Nations Unies. Toutefois, en ce qui a trait aux peuples autochtones, il obtient la 66e position^{49,50}.

Pour l'instant, il n'existe aucun cadre juridique au sein de la Constitution du Canada qui reconnaît les principes de consentement libre, préalable et éclairé (FPIC) quant au droit des Premières nations de dire «Non» à un projet de développement. En 2010, le Canada a signé la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, mais en y ajoutant une mention – son opposition aux principes FPIC – comme faisant partie des principaux thèmes de la Déclaration.

Coûts/Économie

Les sables bitumineux du Canada sont la plus coûteuse des principales sources de pétrole au monde et sont très sensibles à la volatilité des prix mondiaux du pétrole. Pour être rentables, les nouveaux projets d'extraction doivent fixer le prix du pétrole entre 65 \$ et 95 \$ le baril. Si le prix du pétrole dépasse les 120 \$ à 150 \$ le baril, une diminution dramatique de la demande pourrait se produire. Compte tenu de ce haut prix plancher et du bas prix plafond, la viabilité économique de l'industrie des sables bitumineux dispose d'une très petite marge de manoeuvre.

Au-delà des incertitudes économiques de cette industrie, il faut aussi beaucoup de temps et des investissements considérables pour que les projets commencent à produire du pétrole. Plusieurs mines ont mis des années pour acquérir les approbations réglementaires nécessaires et pour parvenir à une construction complète. Une grave pénurie de main-d'oeuvre augmente aussi les dépenses de construction et d'exploitation pour de nombreuses opérations. Par exemple, selon toute projection, la mine Kearl de la compagnie Imperial Oils devrait coûter plus de 28 milliards de dollars⁵¹. La compagnie a reçu les approbations réglementaires en 2009, mais ne sera pleinement opérationnelle qu'en 2020.



Politique intérieure – sables bitumineux à tout prix

«Comme vous le savez, la poursuite de l'exploitation des sables bitumineux va considérablement augmenter la quantité des émissions de gaz à effet de serre produites en Amérique du Nord. En fin de compte, cela nous mènera à un point de non retour. Mais vous avez le choix. Vous pouvez utiliser les pouvoirs que vous avez pour mettre un terme à l'expansion des sables bitumineux et mettre le Canada sur la bonne voie afin qu'il fasse sa juste part dans la lutte aux changements climatiques. Cette décision implique des choix difficiles, mais à long terme – et pour le bien de tous les futurs citoyens qui n'ont pas leur mot à dire dans les décisions que nous prenons aujourd'hui – c'est la bonne chose à faire»

– extrait d'une lettre adressée au premier ministre Harper et signée par huit récipiendaires du prix Nobel de la paix, le 28 septembre 2011²

Le Canada se situe parmi les dix premiers émetteurs mondiaux de carbone selon toute mesure: per capita (8e), absolue (7e) et historique (10e)³. Si la province de l'Alberta, au coeur de l'exploitation des sables bitumineux, était un pays, il aurait le taux le plus élevé d'émissions per capita dans le monde, soit 69 tonnes de carbone par personne et par année^{4,5}. En dépit du fait qu'il s'agisse de l'endroit où se développent le plus rapidement les plus imposants projets industriels et pétroliers de la planète, il n'y a pas de règlements fédéraux en place relativement à la pollution par les gaz à effet de serre provenant des sables bitumineux, un secteur qui, selon toutes projections, pourrait représenter une augmentation de plus de 100 % de la croissance des émissions canadiennes entre aujourd'hui et 2020^{6,7,8}.

En plus de n'avoir aucune réglementation pour limiter les émissions provenant des sables bitumineux, le gouvernement du Canada a cessé de soutenir le déploiement de l'énergie propre au Canada, en plus d'avoir mis un terme aux incitatifs en matière d'efficacité énergétique au moyen de programmes fédéraux tels que le programme écoÉNERGIE^{9,10}. Pendant ce temps, le secteur pétrolier et gazier bénéficie de subventions et de déductions fiscales financées par les contribuables canadiens à hauteur d'au moins 1,3 milliard de dollars par année¹¹.

« Les sables bitumineux demeurent la principale source de croissance des émissions de gaz à effet de serre au Canada et sont la principale raison pour laquelle le Canada ne respecte pas ses engagements internationaux sur le climat et ne joue pas son rôle de leader dans ce domaine. Le monde a besoin de délaissier les combustibles fossiles, ce qui signifie que l'utilisation du charbon, du gaz non conventionnel et du pétrole non conventionnel doit être revue»

– Dr Andrew Weaver, climatologue au IPCC, Université de Victoria¹²

Au pays et à l'étranger, on s'inquiète du fait que le gouvernement canadien ne s'intéresse pas aux impacts relatifs à la libre exploitation des sables bitumineux. À ce jour, le gouvernement canadien n'a pas entrepris d'actions significatives à ce sujet, se contentant plutôt d'attaques à l'endroit de la science du climat, de la société civile et des partis de l'opposition au Parlement canadien.



Politique intérieure – sables bitumineux à tout prix

Bien des paroles, mais aucune action

Le gouvernement actuel du Canada a annoncé deux plans sur les changements climatiques en 2007 et 2008 qui n'ont jamais été mis en œuvre et, en 2009, un plan visant à harmoniser son plan d'action sur les changements climatiques avec celui des États-Unis^{13,14,15}. Le gouvernement a en effet harmonisé ses règlements sur les véhicules avec ceux des États-Unis, mais des analyses ont montré que cela contribuera probablement peu ou pas du tout à réduire les émissions au-delà du niveau habituel¹⁶. L'approche consistant à «suivre les États-Unis» a depuis été remplacée par la promesse de suivre une approche réglementaire de réduction des émissions de gaz à effet de serre, secteur par secteur. En 2010, le gouvernement fédéral a annoncé une nouvelle cible pour 2020 qui situerait les émissions canadiennes au-dessus des niveaux de 1990¹⁷. Le Canada est alors devenu le seul pays de l'Organisation des Nations Unies à être sorti des négociations sur les changements climatiques de Copenhague et à avoir diminué sa cible de réduction des émissions¹⁸.



Les Premières nations de la Colombie-Britannique s'opposent au passage d'un pipeline sur leur territoire. Source: Forest Ethics

La propre analyse du gouvernement fédéral montre que la mise en œuvre de toutes les politiques fédérales et provinciales annoncées se traduira par seulement un quart des réductions nécessaires à l'atteinte de l'objectif que le gouvernement s'est lui-même fixé pour 2020. En d'autres termes, pour atteindre une faible cible de 2,88 % au-dessus des niveaux de 1990 d'ici 2020, les politiques du Canada en matière de réduction des émissions devraient être 10 fois plus ambitieuses¹⁹. L'ancien ministre canadien de l'environnement, Jim Prentice, a promis à l'Union européenne que les règlements étaient en préparation en 2010²⁰, et plus récemment, l'industrie et les haut fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada ont également indiqué que les règlements sont essentiels à l'amélioration de l'image des sables bitumineux et à la lutte contre la détérioration de la réputation du gouvernement²¹.

«Comment se fait-il que le reste du monde essaie de réduire ses émissions, en particulier dans la production de combustibles fossiles, et que le Canada se prépare à élargir considérablement ses plans d'exploitation des sables bitumineux? C'est vraiment difficile à saisir»

- Miguel Lovera, négociateur du Paraguay de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de décembre, 2009²².

Politique intérieure – sables bitumineux à tout prix

Payer les pollueurs

Le premier ministre Harper s'est joint aux autres dirigeants du G20 à Pittsburgh en 2009 en s'engageant dans le retrait progressif des subventions²³ reliées aux combustibles fossiles. Pourtant, en préparation de la réunion du G20 en 2010 à Toronto, le premier ministre a rejeté une recommandation du ministère des Finances du Canada portant sur l'élimination de plus de 800 millions de dollars en subventions à l'industrie pétrolière et gazière au Canada, dont l'exploration et le développement portent sur de nouveaux projets d'exploitation des sables bitumineux^{24,25}. Le premier ministre Harper a plutôt choisi une option qui n'a pas été recommandée, conçue pour donner une apparence de conformité sans pour autant entreprendre de nouvelles actions²⁶.

«Je ne sais pas si vous avez remarqué, mais elles se débrouillent très bien toutes seules. Aussi, au lieu de subventionner l'énergie d'hier, investissons dans celle de demain.»

– Le président Obama, à propos des compagnies pétrolières, État de l'Union, janvier 2011²⁸.

Le gouvernement fédéral a pris des mesures pour supprimer progressivement les subventions mineures au secteur pétrolier et gazier, mais on est loin du 1,3 milliard de dollars en subventions préférentielles accordées au secteur²⁷.

«Les marchés de l'énergie peuvent être considérés comme souffrant d'une appendicite en raison des subventions reliées aux combustibles fossiles. Ils doivent être retirés pour être investis dans une économie verte. Ils nuisent aussi à la compétitivité des énergies renouvelables.»

– Fatih Birol, chef économiste de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), janvier 2012²⁹

Déclin du soutien gouvernemental à la science du climat

À partir de 2009, les médias canadiens ont vu leur accès aux plus importants scientifiques canadiens du climat restreint. Le gouvernement actuel a mis en œuvre des politiques de communication qui interdisent les entretiens avec des experts scientifiques³⁰, à l'exception des messages préapprouvés par les départements de communication ou, selon le sujet, par le Cabinet du premier ministre³¹. Ces restrictions ont entraîné une baisse de 80 % de la couverture médiatique reposant sur l'expertise des scientifiques du gouvernement au cours de l'année³².

« Le premier ministre tient à garder le contrôle du message, je pense que c'est pour s'assurer que le gouvernement ne sera pas embarrassé par les découvertes scientifiques de ses chercheurs qui vont à l'encontre de sa gestion environnementale. Je soupçonne que le gouvernement fédéral préférerait que ses scientifiques ne discutent pas de recherches qui soulignent la gravité du défi que représentent les changements climatiques .»

**– Thomas Pedersen,
professeur à l'Université de Victoria, février 2012³⁵**

En février 2012, six importants organismes scientifiques ont publié une lettre ouverte condamnant le musellement des scientifiques par le gouvernement. La couverture médiatique a montré que de nombreux et importants scientifiques canadiens ont accusé le gouvernement d'essayer de cacher d'importantes recherches, y compris des recherches sur les changements climatiques et sur la surveillance de l'environnement^{33,34}.

Politique intérieure – sables bitumineux à tout prix

Le gouvernement a également opté pour un déclin constant du soutien à la recherche climatique au Canada qui s'accompagne d'une augmentation, en apparence, des cas de déni ou de scepticisme climatique au cours des sessions parlementaires^{36,37}.

« Je dois admettre que ce que je lis me dit qu'il n'existe pas de consensus entre les scientifiques. Il existe de nombreux points de vue différents et différents types de recherche qui ont lieu là-bas. Je commence à voir maintenant quelques études qui montrent que nous nous dirigeons probablement vers une période de refroidissement planétaire, ce qui serait peut-être beaucoup plus problématique pour le Canada que le réchauffement climatique. Notre pays est du "côté cool". »

- Greene Raine, sénateur canadien nommé par le premier ministre Harper, automne 2011³⁸

Le mot cool signifie à la fois «frais» et «à la mode». L'emploi qui en est fait renvoie à ces deux significations, ce qui peut être interprété comme si le Canada agissait bien.

Attaques du gouvernement contre la société civile et les Premières nations

Le 9 janvier 2012, le ministre des Ressources naturelles, Joe Oliver, a publié une lettre ouverte aux Canadiens dans l'un des plus grands journaux du Canada. Cette lettre portait sur "les environmentalistes et autres groupes radicaux [menaçant] de détourner notre système de réglementation pour réaliser leur programme idéologique radical⁴⁰." Il est allé jusqu'à accuser ces groupes d'être sous le contrôle de riches groupes d'intérêts américains visant à saper l'économie canadienne dans leur propre intérêt.

«À en juger par la petite lettre méchante du ministre Joe Oliver, ces immenses fosses de bitume de l'Alberta ne salissent pas seulement le ciel ; elles commencent à affecter l'âme du pays»

- Bill McKibben, janvier 2011³⁹

Peu de temps après la publication de cette lettre, un dénonciateur a allégué qu'une fondation s'est fait dire que son statut d'organisme caritatif était en péril si elle continuait de financer des groupes opposés à l'actuel modèle⁴¹ d'expansion des sables bitumineux. Le gouvernement a même poussé sa rhétorique jusqu'à inclure le nom de ces organisations environnementales dans sa nouvelle stratégie de lutte anti-terroriste⁴².

Dans le cadre d'une stratégie de promotion des sables bitumineux, rendue publique en vertu de la Loi d'accès à l'information, développée conjointement par des «alliés aux vues similaires» (industries exploitant les sables bitumineux) et le gouvernement de l'Alberta - le gouvernement fédéral a également créé un tableau identifiant les «groupes autochtones» et les «groupes environnementaux» comme des «adversaires» à leurs plans énergétiques. Dans ce même tableau⁴³, ils ont identifié l'Office national de l'énergie (Canada), un organisme censé être neutre et indépendant, comme un allié.⁴⁴



Le Canada dans le monde – amoindrir l'action climatique

Le retrait du Canada des engagements climatiques internationaux

«Le Protocole de Kyoto n'est pas seulement la pierre angulaire du régime international sur le climat ; c'est aussi un accord juridique contraignant en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Toute tentative par les pays développés à mettre de côté avec désinvolture leurs engagements juridiques actuels, tout en appelant à un nouvel accord juridiquement contraignant, met sérieusement en doute leur crédibilité et leur sincérité à répondre de la crise climatique»

- déclaration conjointe des ministres du Brésil, de l'Afrique du Sud, de l'Inde et de la Chine à propos du retrait du gouvernement du Canada du Protocole de Kyoto, 14 février, 2012⁴⁵

Le 12 décembre 2011, le Canada est devenu le premier pays à se retirer officiellement du protocole de Kyoto, qui constitue le seul traité international juridiquement contraignant pour lutter contre le réchauffement climatique⁴⁶. L'annonce est survenue deux semaines après que les médias eurent rapporté, le premier jour des négociations des Nations Unies sur le climat, à Durban, l'intention du Canada de se retirer du protocole⁴⁷. Le refus du gouvernement canadien de confirmer ou d'infirmer les rumeurs, tout en continuant à négocier sur l'avenir du Protocole de Kyoto à Durban a conduit de nombreux pays à douter publiquement des intentions et de la bonne foi du gouvernement canadien relativement aux négociations⁴⁸.

«J'ai été étonnée et troublée par les commentaires de mon collègue du Canada. Je suis troublée de constater qu'un protocole juridiquement contraignant lié à la Convention, négocié il y a seulement 14 ans, est actuellement jeté à la poubelle de façon cavalière. Les pays qui l'ont signé et ratifié s'en éloignent sans autre formalité.»

- Jayanthi Natarajan, ministre de l'Environnement de l'Inde, dans une déclaration lors des pourparlers des Nations Unies sur le climat de Durban pour laquelle elle a reçu une ovation debout, décembre 2011⁴⁹

«La position du Canada est« décourageante». Nous sommes très frustrés, nous sommes tristes et nous sommes amers, et c'est une situation très regrettable. Il est démontré scientifiquement que les changements climatiques d'origine humaine ont été créés [par les pays industrialisés] en raison de la qualité de vie qu'ils ont aujourd'hui. C'est là le concept de responsabilité historique. Ils devraient faire preuve de leadership.»

- Senyi Nafu, porte-parole du groupe de l'Afrique lors des négociations climatiques des Nations Unies à Durban, décembre 2011⁵⁰

Les pays ont déjà douté de l'honnêteté du gouvernement canadien et de sa transparence. La présentation du Canada sur les émissions annuelles à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a omis de mentionner l'augmentation de 21 %, des émissions provenant des sables bitumineux, au cours de l'année 2009 seulement⁵¹. Cette omission n'est pas passée inaperçue et le gouvernement canadien a fait l'objet de censure au cours de la présentation du plan d'action du Canada sur les changements climatiques lors d'une séance de négociation des Nations Unies⁵².

Le Canada dans le monde – amoindrir l'action climatique

«J'ai aussi été frappé que ce collègue du Canada ne fasse pas référence à la question des sables bitumineux au moins une fois, en passant. Ce sujet a fait l'objet d'une couverture médiatique, et je sais qu'il y a eu des allégations dans la presse à l'effet que les émissions de ce secteur n'aient pas été incluses dans l'inventaire du Canada (présentation du rapport de l'ONU)»

- Peter Betts, négociateur en chef de l'Union européenne et directeur au Département de l'énergie et des changements climatiques du Royaume-Uni, en réponse à la présentation du plan d'action sur les changements climatiques du gouvernement canadien lors des négociations climatiques des Nations Unies, 11 juin 2011⁵³

Le gouvernement canadien a quitté Durban pour la cinquième fois d'affilée avec le prix du «Fossile de l'année», décerné par un réseau de plus de 700 organisations civiles internationales provenant de plus de 90 pays, décerné au pays ayant tenté le plus de saper les négociations climatiques mondiales⁵⁴. Ce mépris envers un traité des Nations Unies s'est produit quelques mois après que le gouvernement canadien ait perdu sa campagne en vue d'obtenir un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies. C'était la première fois que le Canada avait convoité puis perdu un siège ; l'impopularité de la position du gouvernement du Canada sur les changements climatiques a été citée comme l'une des principales raisons de la perte du siège⁵⁵

«Le Canada négocie effectivement de mauvaise foi, ce qui nuit à l'ensemble de l'accord. Au moins, les autres cherchent à atteindre leurs objectifs de Kyoto. Le Canada ne fait absolument rien.»

-Saleemul Huq, auteur principal du Panel intergouvernemental sur les changements climatiques (PICC), décembre 2009⁵⁶

«Le Protocole de Kyoto se concentre sur le dioxyde de carbone, qui est essentiel à la vie, plutôt que sur les polluants ... le Protocole de Kyoto est essentiellement un complot socialiste visant à soutirer de l'argent aux pays producteurs de richesse.»

-Le premier ministre Stephen Harper dans une lettre à ses supporters, en 2002⁵⁷

Attaques contre les politiques étrangères sur les changements climatiques et l'énergie propre : la stratégie de promotion des sables bitumineux

En 2009, le gouvernement canadien a adopté une stratégie de promotion des sables bitumineux et il l'a exercée dès le début 2010. Il n'a pas informé le public de sa stratégie; par conséquent, l'information présentée dans cette section a été élaborée à partir de documents obtenus grâce à la Loi d'accès à l'information. La stratégie a été élaborée par le gouvernement du Canada en collaboration avec le gouvernement de l'Alberta et l'industrie pétrolière et est gérée par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, en étroite collaboration avec Ressources naturelles Canada. La stratégie se

«Qu'est-ce qui est en jeu sur la scène internationale, la réputation du Canada comme pays ... Son absence ... Leadership canadien : nous serons perçus comme l'exemple parfait du pays qui exploite ses ressources sans respecter l'environnement. »

- Ex-ministre de l'Environnement du Canada, Jim Prentice, 1er février, 2010⁵⁸

Le Canada dans le monde – amoindrir l'action climatique

destinée aux fonctionnaires fédéraux, aux diplomates et aux politiciens, avec la participation des élus du gouvernement de l'Alberta, des politiciens et des fonctionnaires ainsi que des représentants de l'industrie.

Cette stratégie semble avoir été officialisée après une série d'ingérences du gouvernement canadien, du gouvernement de l'Alberta et de l'industrie pétrolière concernant la norme californienne des carburants à faible teneur en carbone, section 526 de la Loi sur la sécurité et l'indépendance énergétiques qui exige que les contrats des organismes fédéraux ne portent pas sur les carburants dont le taux d'émission de gaz à effet de serre est plus élevé que celui du pétrole conventionnel, et par des interventions précoces concernant la Directive de l'Union européenne sur la qualité des carburants⁵⁹.

«Le Canada n'a pas à s'engager dans la politique intérieure d'une nation souveraine. Nous attendons la décision (et) un éventuel examen de la question.»
– le ministre de l'Environnement,
Peter Kent, 17 février 2012⁶⁰

Cette stratégie se divise en au moins deux sous-ensembles: la stratégie de promotion des sables bitumineux aux États-Unis et la stratégie paneuropéenne de promotion des sables bitumineux. Cette stratégie vise à améliorer l'image de l'industrie à l'étranger et à veiller à ce qu'aucun obstacle n'empêche l'exploitation intensive du pétrole provenant des sables bitumineux du Canada.

Stratégie paneuropéenne de promotion des sables bitumineux

Selon des documents internes, la stratégie paneuropéenne de promotion des sables bitumineux a été lancée en janvier 2010 dans un certain nombre d'ambassades canadiennes, en Europe. Le Haut-Commissariat canadien à Londres est le «chef d'équipe», et les membres comprennent les ambassades de Norvège, Belgique, France, Allemagne et les Pays-Bas⁶¹. La stratégie est fortement axée sur des alliances avec l'industrie et sur le partage d'initiatives de communication entre les gouvernements du Canada, de l'Alberta et l'industrie pétrolière pour broser un portrait plus propre des sables bitumineux. La stratégie comprend également du lobbying auprès des décideurs européens afin d'affaiblir ou de discréditer les politiques d'utilisation des carburants propres qui tiendraient compte des preuves scientifiques démontrant les hauts taux d'émissions associés aux sables bitumineux et les incluraient dans les exigences d'étiquetage des carburants de transport européens.

Les principaux objectifs de la stratégie de promotion des sables bitumineux comprennent les énoncés suivants :

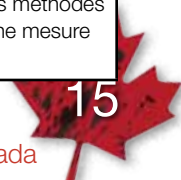
- «protéger et promouvoir les intérêts canadiens relatifs aux sables bitumineux et des intérêts à plus large échelle en Europe, y compris une « marque » canadienne en Europe ;
- défendre l'image du Canada en tant que producteur d'énergie responsable et serviteur de l'environnement, y compris sur les questions relatives aux changements climatiques ;
- assurer un accès non discriminatoire au marché des produits dérivés des sables bitumineux»⁶².

S'efforçant d'atteindre ces objectifs, l'équipe a participé à au moins 110 réunions de lobbying entre des représentants canadiens et des décideurs européens afin d'affaiblir la Directive sur la qualité des carburants, au cours de la seule année 2010⁶³. La Directive sur la qualité des carburants, une norme sur les carburants à faible intensité en carbone, est un élément important de la stratégie de l'Union européenne sur les changements climatiques qui vise à réduire les émissions provenant des transports, en obligeant les fournisseurs à choisir des carburants à plus faible intensité carbonique⁶⁴. La stratégie canadienne de promotion des sables bitumineux reconnaît que «bien que l'Europe ne soit pas un marché important pour les produits dérivés des sables bitumineux, la législation ou réglementation européenne, telle que la Directive européenne sur la qualité des carburants, pourrait avoir un impact sur l'industrie au niveau mondial⁶⁵.

Le Canada dans le monde – amoindrir l’action climatique

La vérité derrière les affirmations du lobbying canadien⁶⁶

La vérité cachée	Détails
Les sables bitumineux sont plus concentrés en CO2 que les pétroles bruts ordinaires.	<ul style="list-style-type: none"> Le pétrole provenant des sables bitumineux contient en moyenne 23 % plus de carbone que le pétrole brut ordinaire¹; Par baril, le pétrole provenant des sables bitumineux contient de 2,3 à 4,5 fois plus de carbone que le pétrole brut ordinaire².
Les émissions provenant des sables bitumineux constituent vraiment un grave problème affectant le climat mondial.	<ul style="list-style-type: none"> Les sables bitumineux sont la source d’émissions ayant la plus forte croissance ; ils représenteront plus de 100 % de l’augmentation des émissions entre maintenant et 2020 si leur expansion se déroule comme le prévoit l’industrie;³ Les sables bitumineux sont la source de la plus forte croissance au Canada des émissions et compteront pour 100 % de l’augmentation des émissions du Canada entre aujourd’hui et 2020 si leur expansion se poursuit telle que le prévoit l’industrie; Les sables bitumineux canadiens produisent, à eux seuls, des émissions comparables à celles émises par la Suisse ; ils émettent des émissions supérieures à celles d’au moins 140 nations;⁴ Le Canada sera incapable de respecter son propre objectif de 2020, encore moins les engagements internationaux qu’il a pris à Copenhague, si la croissance d’exploitation des sables bitumineux se poursuit comme prévue par l’industrie.
Les récentes réductions par baril des émissions provenant des sables bitumineux ne se poursuivront pas ; en fait, elles devraient augmenter.	<ul style="list-style-type: none"> Les émissions par baril ont été réduites, pour la plupart, en raison d’ajustements technologiques ponctuels qui ne contribueront pas de façon significative à de futures réductions de l’intensité des émissions;⁵ Les mesures les plus faciles ont, jusqu’à présents, été employées pour réduire les émissions provenant des sables bitumineux ; la plupart des autres projets d’exploitation des sables bitumineux nécessiteront un développement <i>in situ</i>, qui représente en moyenne 2,5 fois plus d’énergie que l’exploitation minière à ciel ouvert^{6,7}.
L’abandon de tous les combustibles fossiles est nécessaire pour obtenir une véritable sécurité énergétique.	<ul style="list-style-type: none"> La véritable sécurité énergétique, en ce qui a trait aux changements climatiques mondiaux, passe par l’utilisation efficace d’énergies propres, sûres et renouvelables; L’Agence internationale de l’énergie a constaté que, pour chaque dollar qui n’est pas investi aujourd’hui dans les énergies renouvelables, il en coûtera 4,20 \$ pour compenser la différence d’ici 2020; Alors que d’autres juridictions adoptent des politiques pour soutenir les solutions favorisant la réduction des émissions de carbone, le Canada perd de plus en plus sa compétitivité sur le marché mondial.
Les préoccupations des Premières nations ne sont pas suffisamment abordées dans les projets de sables bitumineux.	<ul style="list-style-type: none"> Les Premières nations sont les détenteurs de droits prioritaires et non des parties prenantes. Le Canada est constitutionnellement tenu de consulter les Premières nations sur tout ce qui a un impact sur les Premières nations ou sur leurs terres ancestrales. Actuellement, les terres de l’Alberta sont louées à l’industrie avant que des études d’impact environnemental et des consultations avec les Premières nations aient eu lieu.^{8,9}
Les combustibles riches en carbone perdent de leur valeur au fur et à mesure que les pays respectent leurs engagements climatiques et délaissent les combustibles très polluants.	<ul style="list-style-type: none"> Si les États-Unis et l’Europe réduisent leurs importations de combustibles riches en carbone, ce carburant pourrait être exporté vers l’Asie, mais à un prix beaucoup plus bas, ce qui rendrait moins intéressant la production de combustibles à haute teneur en carbone ;¹⁰ Les nouveaux pipelines ne sont pas une solution idéale, comme le démontrent le cas du pipeline Keystone XL et les débats en cours concernant le pipeline Enbridge Northern Gateway qui servirait au transport du pétrole vers l’Ouest. Cela démontre qu’actuellement les producteurs consentent à vendre leur pétrole à des prix inférieurs à ceux du marché, car ils n’ont aucune autre option.
Le Canada n’honore pas ses engagements en matière de changements climatiques sur la scène internationale et nationale.	<ul style="list-style-type: none"> Les politiques actuelles permettront au Canada de n’atteindre que le quart de ses objectifs d’ici 2020 – des politiques fédérales 10 fois plus ambitieuses permettraient au Canada d’atteindre seulement ses objectifs les plus faibles ;¹¹ Le gouvernement fédéral n’a actuellement aucune politique pour réglementer la pollution produite par les gaz à effet de serre provenant des sables bitumineux, lesquels constituent la source de pollution ayant la plus forte croissance au Canada.¹²
La province de l’Alberta n’en fait vraiment pas assez pour lutter contre les impacts environnementaux et climatiques des sables bitumineux.	<ul style="list-style-type: none"> Bien que l’Alberta ait été la première juridiction en Amérique du Nord à fixer un prix pour les grands émetteurs de carbone, une récente analyse démontre que cet incitatif s’avère beaucoup trop faible pour réduire la pollution de manière adéquate ;¹³ Au cours de deux décennies, soit de 1990 à 2009, la pollution générée par gaz à effet de serre a augmenté de façon spectaculaire en Alberta (plus que dans toute autre juridiction en Amérique du Nord), et la province est sur la bonne voie pour maintenir cette tendance en raison des politiques actuelles.¹⁴
La Directive européenne sur la qualité des carburants ne fait aucune discrimination en ce qui a trait aux sables bitumineux canadiens.	<ul style="list-style-type: none"> La Directive européenne sur la qualité des combustibles attribue une valeur aux «matières premières», ce qui veut dire que les pétroles ayant les mêmes propriétés sont traités de la même manière, peu importe où ils se trouvent dans le monde. Les sables bitumineux du Canada sont traités exactement comme les sables bitumineux des autres parties du monde parce que la définition des termes «bitume naturel» est géographiquement neutre ; Cette politique attribue aussi une valeur pour d’autres combustibles à très haute intensité en carbone, allant du charbon aux liquides et aux huiles de schiste, ce qui reflète l’objectif de l’UE de réduire les émissions provenant des combustibles liés au transport; Les producteurs de sables bitumineux ont la possibilité de prouver l’amélioration environnementale de leurs méthodes devant la Commission européenne pour modifier les valeurs afin de refléter leur intensité réelle (il s’agit d’une mesure incitative pour favoriser une production plus propre).¹⁵



Le Canada dans le monde – amoindrir l'action climatique

La stratégie comprend :

- des visites des sables bitumineux avec les décideurs européens au cours desquelles «il est important que les visiteurs aient la possibilité de rencontrer les ONG et les Premières nations (pour renforcer la crédibilité de la visite)» ainsi que des visites des niveaux ministériel et supérieur dans l'Union européenne^{67,68};
- des sessions de formation sur les sables bitumineux pour les diplomates canadiens à Londres, avec l'industrie, à un coût de plus de 54 000 \$ pour une session de deux jours⁶⁹;
- recommandation pour embaucher une firme de professionnels en relations publiques afin de redorer l'image des sables bitumineux en Europe et produire du matériel promotionnel haut de gamme^{70,71};
- reconnaissance de l'importance de la promotion des sables bitumineux dans le cadre de l'accord économique et commercial global (AECG) canado-européen en vigueur⁷²;
- «sensibilisation ciblée et renforcement de la coopération avec les entreprises», y compris des réunions régulières entre les chefs de missions des pays européens et les compagnies Statoil, Shell, Total, BP, Royal Bank of Scotland et des compagnies pétrolières canadiennes⁷³;
- des réunions de hauts fonctionnaires et de ministres avec les médias européens;
- la première assemblée annuelle de l'équipe paneuropéenne de promotion des sables bitumineux à Londres à laquelle ont participé : «les missions clés en Europe, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Ressources naturelles Canada, Environnement Canada, le gouvernement de l'Alberta, la participation des dirigeants de haut niveau de l'Association canadienne des producteurs pétroliers, Shell, Statoil, Total, Royal Bank of Scotland et [l'ancien ministre de l'Environnement de l'Alberta] Ronald Liepart»⁷⁴.

«Plus tôt le gouvernement du Canada sera en mesure de déployer de l'information sur de nouveaux règlements prévus sur la production d'électricité au charbon et sur les sables bitumineux, plus le Canada sera capable de démontrer qu'il prend des mesures»

– Rapport de la réunion de l'équipe paneuropéenne sur les sables bitumineux⁷⁶

La stratégie a été construite et articulée de manière à régler les problèmes de relations publiques en créant un meilleur message et en s'assurant que les politiques d'autres juridictions n'affectent pas la capacité du Canada de vendre son pétrole à forte intensité de carbone provenant des sables bitumineux, et ce, même si cela devait nécessiter un lobby intensif visant à discréditer de telles politiques, voire à les contrecarrer. La stratégie ne fait aucune mention de mesures concrètes prises par le gouvernement du Canada pour réduire les impacts environnementaux des sables bitumineux sur le climat, l'environnement et les droits humains. Le seul appel à la réglementation sur les gaz à effet de serre au cours de la mise en œuvre de cette stratégie provient de l'industrie; un appel fait lors d'une réunion de l'équipe de promotion⁷⁵.

«Nous pouvons nous attendre à un fort lobbying de la part des compagnies pétrolières, il y a beaucoup de sociétés européennes impliquées dans la production de sables bitumineux. Et nous ne l'avons pas fait. La partie qui a été la plus active était le gouvernement du Canada»

– un membre du Parlement européen, Kriton Arsenis, à propos du lobbying du gouvernement canadien relativement à la Directive de l'Union européenne sur la qualité des carburants, 23 novembre 2011⁷⁷

La stratégie accorde aussi une grande importance aux relations entre le Canada et les Premières nations, de même qu'au processus de consultation de celles-ci, bien que le même document qualifie les Autochtones «d'adversaires»⁷⁸. Il identifie par ailleurs la nécessité d'un engagement efficace avec les organisations non gouvernementales pour la création de politiques plus fortes, puis attribue aux groupes environnementaux l'étiquette d'«adversaires».

Le Canada dans le monde – amoindrir l'action climatique

Le gouvernement canadien a également proféré des menaces commerciales à l'endroit de l'Europe relativement à la Directive sur la qualité des carburants. La Commission européenne a indiqué que l'analyse juridique soutient la politique vis-à-vis de l'Organisation mondiale du commerce parce qu'elle est non discriminatoire à l'égard des sables bitumineux canadiens. Des rapports des médias ont révélé que le gouvernement canadien a également proféré des menaces au cours des accords commerciaux entre le Canada et l'Europe relativement à la Directive sur la qualité des carburants et en dépit des déclarations publiques affirmant le contraire^{79,80}.

«Le Canada a fait du lobbying auprès de la Commission et des États membres de manière intensive afin d'éviter qu'une valeur par défaut distincte soit attribuée aux carburants provenant des sables bitumineux. Il a soulevé la question dans le cadre des négociations UE-Canada sur l'accord de libre-échange»

– Note du directeur de la Commission européenne, juin 2010⁸¹

La stratégie paneuropéenne de promotion des sables bitumineux a mené de nombreuses interventions de haut niveau et de lobbying par des ministres et des décideurs canadiens au cours des phases de consultation initiales lors de la mise en œuvre de la Directive sur la qualité des carburants⁸³. Le Canada fut le seul pays en dehors de l'Union européenne à intervenir dans les consultations, et l'ancien ministre de l'environnement de l'Alberta, Rob Renner, a publiquement vanté les tentatives de lobbying du Canada visant à affaiblir la politique européenne^{83,84}.

Le 23 février 2012, lors d'un vote visant à déterminer le sort des valeurs hautement contestées des carburants à haute teneur en carbone, il n'y a pas eu de majorité pour ou contre la politique, ce qui signifie que la décision est maintenant entre les mains des ministres responsables. Cette décision constituait une indication claire à l'effet que le débat scientifique est devenu politique. Les pays où le lobbying du Canada a été le plus fortement ciblé – le Royaume-Uni, la Norvège, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas – se sont tous abstenus de voter pour ou contre l'implantation proposée^{85,86}.

Stratégie étasunienne de promotion des sables bitumineux

Après avoir refusé de mettre en œuvre un plan national sur les changements climatiques en 2009, le gouvernement canadien a annoncé que : «il est dans le meilleur intérêt économique du Canada et des États-Unis d'harmoniser nos politiques sur les changements climatiques.» Cela fait référence à des normes nord-américaines communes sur les véhicules qui ont été annoncées, au Dialogue sur l'énergie propre ainsi qu'aux plans de système de plafond et d'échanges continenta⁸⁷.

D'autres points sur l'harmonisation portaient à croire que le gouvernement canadien avait décidé de laisser l'ensemble de son plan sur les changements climatiques entre les mains de l'administration des États-Unis:

«L'économie nord-américaine est intégrée au point où il est absolument insensé de procéder sans d'abord harmoniser et aligner une série de principes, de politiques, de règlements et de normes. Nous allons seulement adopter un système de plafonnement et d'échange si les États-Unis nous signalent qu'ils feront de même. La position du Canada sur l'harmonisation s'applique également à la réglementation.⁸⁸»

Dans les mois qui suivirent l'annonce de l'harmonisation, la stratégie étasunienne de promotion des sables bitumineux a ensuite reconnu les «vrais» enjeux associés à la croissance des sables bitumineux, y compris la pollution de l'air, l'utilisation de la terre et de l'eau, les défis sociaux résultant de la croissance rapide et l'impact de cette croissance sur les autres parties prenantes dans la région.» Ces préoccupations sont énoncées dans la stratégie pour «un certain nombre d'initiatives législatives et réglementaires aux États-Unis et en Europe [qui] visent les sables bitumineux et qui pourraient restreindre l'accès au marché du Canada dans ces marchés⁸⁹.»



Le Canada dans le monde – amoindrir l'action climatique

Pour contrer ces problèmes d'image associés aux «vrais défis» des sables bitumineux, la stratégie porte à nouveau sur les relations publiques et le lobbying plutôt que de proposer des politiques concrètes pour traiter les véritables problèmes. Des documents internes du gouvernement soulignent le lobbying intensif effectué avec le gouvernement de l'Alberta auprès de décideurs américains et «de gens d'affaires influents et de leaders d'opinion»⁹⁰.

Dans le cadre de la stratégie étasunienne de promotion des sables bitumineux, des chefs de missions étasuniens ont été formés à Ottawa, le 10 novembre 2010, avant d'être envoyés dans leurs régions respectives pour exercer des pressions sur les autorités étasuniennes. Cette formation décrivait les défis, y compris la «perception des impacts sociaux (par exemple, sur la santé des Autochtones) qui gagnent en visibilité», mais n'a fait aucune référence à des faits avérés tels que la plus récente étude du gouvernement de l'Alberta démontrant que le taux de cancer est 30 fois plus élevé dans les communautés des Premières nations vivant en aval des sables bitumineux⁹¹.

Le gouvernement canadien a lancé sa campagne de lobbying pro-sables bitumineux aux États-Unis par des interventions contre la norme californienne sur la teneur en carbone des carburants et l'article 526 de la Loi sur l'indépendance et la sécurité énergétique des États-Unis. Ces deux politiques visent à tendre vers des carburants à plus faible intensité carbonique; elles ont été accueillies par des critiques identiques provenant des gouvernements du Canada et de l'Alberta, de même que de l'industrie pétrolière. Des documents obtenus par le Réseau action climat Canada ont montré le développement conjoint de communications et de messageries par le gouvernement et l'industrie grâce à la stratégie de promotion des sables bitumineux; le gouvernement canadien agissant de concert avec l'industrie des sables bitumineux⁹².

Dans un courriel obtenu grâce à La loi d'accès à l'information, les responsables du Haut-Commissariat du Canada à Washington DC exhortent le gouvernement canadien à mettre au point une stratégie de communication qui appelle au respect de la «souveraineté, du développement des ressources naturelles et de la gestion nationale de l'environnement»⁹³.

La décision *de facto* du gouvernement canadien de s'en remettre aux États-Unis pour définir l'approche continentale de lutte aux changements climatiques ne s'est pas déroulée comme prévu lorsque le président Obama a rejeté un permis présidentiel pour la construction du pipeline pour sables bitumineux Keystone XL, un pipeline que le premier ministre Harper avait jugé être «un dossier sans problème»⁹⁴. Cette décision a été basée, entre autres, sur les préoccupations relatives aux impacts climatiques des sables bitumineux. La stratégie étasunienne de promotion de sables bitumineux fait référence aux discussions à propos du pipeline Keystone XL, mais ces sections des documents obtenus grâce à la Loi d'accès à l'information sont fortement censurés⁹⁵.

Tentative d'expansion du marché des sables bitumineux : Keystone, Trailbreaker et Northern Gateway

Afin d'élargir la production des sables bitumineux selon les plans de l'industrie, il y a un besoin de nouveaux pipelines pour transporter les sables bitumineux à l'extérieur de l'Alberta. L'ancien ministre de l'Énergie et actuel ministre des Finances de l'Alberta, Ron Liepert, a fait remarquer que «s'il y avait quelque chose pour m'empêcher de dormir la nuit, ce serait la crainte

«Il n'est pas clair, à ce stade, comment seront soutenues et progresseront les actions de ces groupes environnementaux ici à Washington DC. Il se pourrait que leurs actions aient eu lieu qu'une seule fois... Cependant, il est davantage plus probable qu'[ils] se préparent à une campagne soutenue»

- un fonctionnaire canadien, après des présentations à Washington DC par le Pembina Institute et le Natural Resources Defence Council, avril 2006⁹⁶

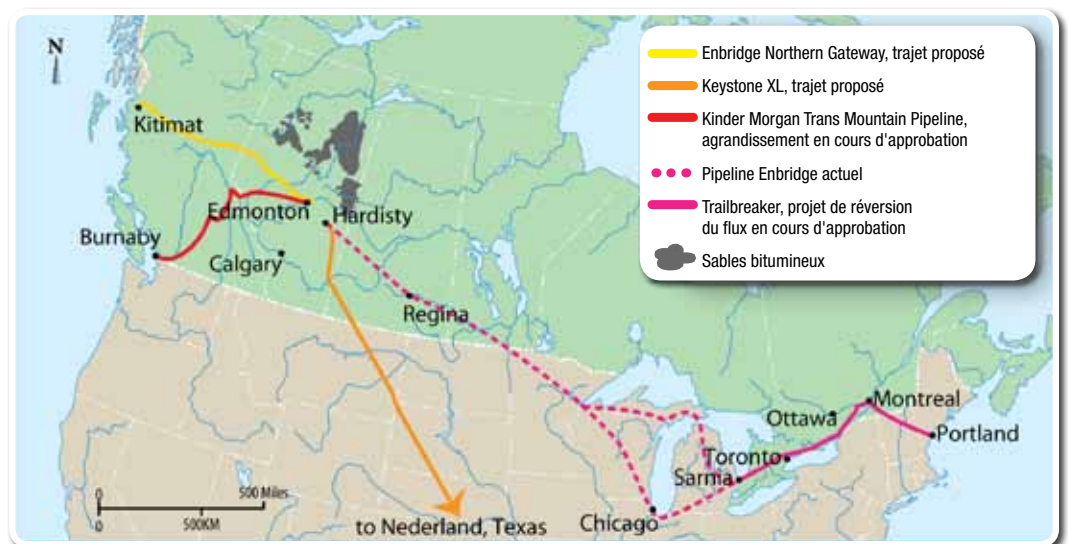
Le Canada dans le monde – amoindrir l'action climatique

que, d'ici peu, nous soyons enclavés dans le bitume⁹⁷." L'Alberta produit actuellement environ 1,6 million de barils par jour provenant des sables bitumineux. Cependant, des projets en cours de construction ou ayant tous les permis nécessaires pourront faire passer cette quantité à 4,1 millions de barils par jour. À cela, 4 millions de barils par jour peuvent s'ajouter pour des projets rendus à divers stades du processus d'approbation⁹⁸.

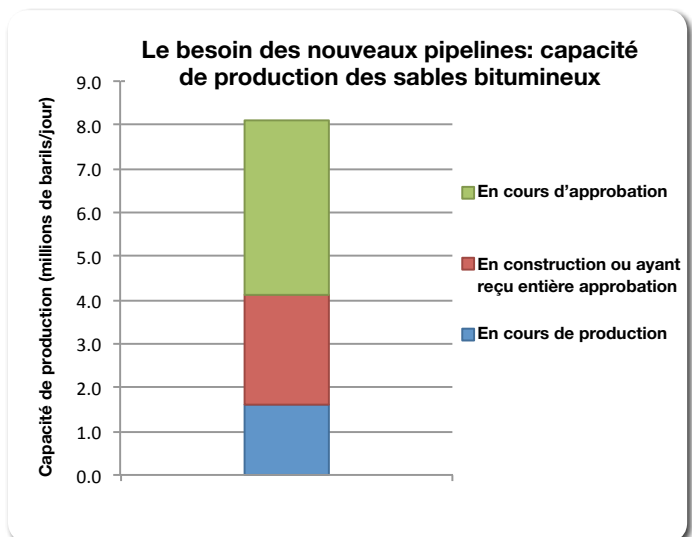
Pour répondre à cette production qui croît rapidement, il existe actuellement trois grands pipelines faisant l'objet de discussion pour expédier le pétrole des sables bitumineux à l'est, à l'ouest et au sud: ce sont respectivement : le Northern Gateway et le Trailbreaker, tous deux de la compagnie Enbridge et le Keystone XL.

Keystone XL

Le pipeline Keystone XL proposé par TransCanada permettrait de transporter du bitume dilué le long d'un itinéraire de 2673 kilomètres, des sables bitumineux jusqu'aux raffineries du Texas, d'où il pourrait être exporté à l'étranger. S'il était construit, il aurait la capacité de transporter 830 000 barils de pétrole par jour, ce qui représente plus de la moitié de toute la production actuelle des sables bitumineux.



Alors que la bataille sur le Keystone XL chauffait en juin 2011, il a été considéré comme crucial de permettre l'expansion des sables bitumineux. De ce fait, l'ancien ministre de l'Énergie de l'Alberta, Liepert, a mis en garde les participants à une conférence organisée par l'industrie, en disant que «Si nous ne passons pas à l'action relativement à ces projets [de pipelines], notre plus grand risque en Alberta sera que, d'ici 2020, nous nous retrouvions enclavés dans le bitume.»⁹⁹ Pour s'assurer de sa construction, les gouvernements canadien et albertain ont passé des années à faire un lobbying intensif dans les coulisses et auprès du public, notamment au moyen d'une publicité d'une demi-page parue dans le Washington Post (au coût de 55 800 \$, aux frais des contribuables) et au moyen d'un espace d'affichage dans Times Square montrant la premier ministre de l'Alberta, avec pour titre «un bon voisin vous prête une tasse de sucre. Un grand voisin vous fournit 1,4 million de barils de pétrole par jour»¹⁰⁰. En dépit de ces efforts, c'est le public qui a élevé la voix pour contester la puissante industrie et le lobby du gouvernement.



Le Canada dans le monde – amoindrir l'action climatique

«Nous n'avons pas l'argent pour rivaliser avec ces sociétés, mais nous avons nos corps, et à partir de la mi-août, plusieurs d'entre nous s'en servons. Nous allons, chaque jour jusqu'à la fête du Travail, marcher devant la Maison Blanche, risquer l'arrestation en raison de notre intrusion. Nous le ferons de manière digne, ce qui démontre que, dans ce cas-ci, nous sommes des conservateurs, et que nos ennemis – qui sont prêts à changer la composition de l'atmosphère – sont de dangereux radicaux. Venez habillés comme pour une réunion d'affaires – car c'est, en fait, une affaire sérieuse. Nous voulons encore croire en la promesse de ce jeune sénateur qui nous a dit lors de son élection que «la montée des océans commencerait à ralentir et que la planète commencerait à guérir.» Nous ne comprenons pas quelle combinaison d'obstination bureaucratique et de manoeuvres d'initiés a fait dérailler ces efforts, mais nous nous souvenons de la demande qu'il a adressée à ses partisans pour qu'ils continuent, après les élections, de faire pression sur le gouvernement pour du changement. Nous ferons ce que nous pouvons.»

– Appel à l'action de militants de partout en Amérique du Nord¹⁰¹

En réponse à la pression résultant d'une campagne sans précédent menée par des écologistes et des communautés affectées, le département d'État américain a annoncé en novembre 2011 qu'un examen supplémentaire était nécessaire pour étudier un détournement vers les dunes du Nebraska.

Les instigateurs du projet de pipeline au Congrès avaient prévu une disposition au projet de loi prévoyant un allègement fiscal pour forcer le président Obama à prendre une décision sur le projet dans les 60 jours. En janvier 2012, le président Obama a rejeté la demande de TransCanada pour le pipeline de sables bitumineux Keystone XL, celui-ci n'étant pas dans l'intérêt national, vu le manque de temps pour compléter le processus d'examen.

Le premier ministre Harper «a exprimé sa profonde déception devant la nouvelle»¹⁰² à l'effet que le projet Keystone XL soit retardé. L'orientation du gouvernement du Canada s'est ensuite tournée vers la quête de nouveaux marchés pour les sables bitumineux.

Le Northern Gateway d'Enbridge

Le pipeline de sables bitumineux et le projet de pétrolier Northern Gateway, proposés par Enbridge, sont devenus un point fort des discussions sur les énergies canadiennes, particulièrement après le rejet du pipeline de sables bitumineux Keystone XL. Ce projet de pipeline de 1172 kilomètres de long et de pétrolier est conçu pour transporter chaque jour 525 000 barils de bitume dilué, d'un terminal situé près d'Edmonton, et à travers les Rocheuses, jusqu'à Kitimat, sur la côte nord de la Colombie-Britannique, où environ 200 superpétroliers seraient accostés toute l'année pour recevoir le pétrole en vue de son exportation vers les États-Unis et l'Asie.

Le projet est confronté à une opposition massive de la part des Premières nations établies le long du parcours, de groupes environnementaux et de travailleurs l'industrie des pêcheries et d'autres ressources qui dépendent de l'eau potable. Mais les gouvernements fédéral et albertain, de même que l'industrie pétrolière, ont indiqué qu'ils sont prêts à faire du pipeline proposé par Enbridge «la plus féroce impasse environnementale jamais vue au Canada»¹⁰³ afin de percer dans un nouveau marché : celui de la Chine.

Le Canada dans le monde – amoindrir l'action climatique

De nouveaux pipelines ont été à l'avant-scène lorsque le premier ministre Stephen Harper s'est rendu en Chine, en février 2012, où il s'est engagé à faire du pipeline Northern Gateway d'Enbridge une «priorité nationale»¹⁰⁴.

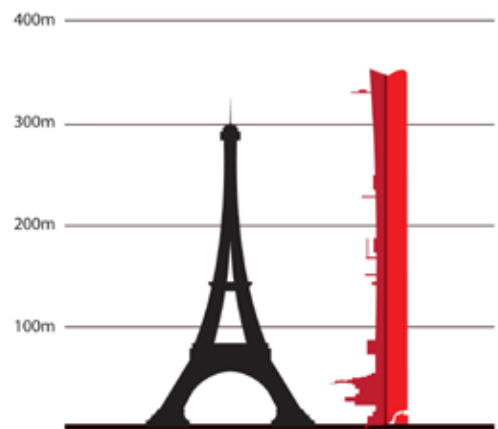
L'idée d'un pipeline permettant d'accéder au marché chinois comme quid pro quo pour les investissements chinois dans les sables bitumineux a été soulignée par l'Albertain Ron Liepert, quand il a déclaré au Bloomberg News que «Si nous ne trouvons pas comment transporter le produit vers l'Asie, l'investissement va se dessécher. Les Chinois veulent que les choses se passent. Si nous voulons continuer à être ouverts aux investissements asiatiques, il arrive un quid pro quo dans leur esprit et cela arrive à grands pas Il est clair que nous devons diversifier. Si nous en arrivons là où nous serons dans 10 ans, nous allons avoir besoin de plusieurs Keystones et de Gateways.»¹⁰⁵

Une grande partie de ces discussions peut très bien servir à un positionnement stratégique. Des lobbyistes et financiers de l'industrie pétrolière ont souligné que la possibilité d'accéder au marché chinois peut servir de levier contre les mesures des politiques étasuniennes relatives aux changements climatiques qui pourraient affecter l'industrie des sables bitumineux. Selon les termes d'un ancien diplomate canadien qui travaille maintenant comme lobbyiste: «Il est temps pour le Canada de jouer la carte de l'énergie et d'annoncer la mise en route rapide d'un nouveau pipeline vers le Pacifique, et d'encourager les investissements asiatiques dans notre champ pétrolier. Les Américains, en particulier ceux qui sont en charge de la sécurité nationale, comprendront le message»¹⁰⁶

La réalité est que le marché chinois n'est pas accessible facilement ou rapidement. On se demande si la Chine dispose de la capacité de raffinage spécialisé pour transformer le bitume en carburant.¹⁰⁷ Et il y a une forte opposition relativement à tous les pipelines vers la côte, de la part des Premières nations en Colombie-Britannique dont les droits sont enchâssés dans la Constitution canadienne, opposition qui se retrouvera presque assurément devant les tribunaux et qui pourrait prendre de nombreuses années à se régler.

L'opposition au pipeline repose sur les répercussions reliées aux déversements accidentels provenant du pipeline ou des pétroliers qui transportent le pétrole. Le pipeline proposé par Enbridge traverserait des centaines de rivières et de ruisseaux et passerait à travers la Great Bear Rainforest - une forêt vierge renommée mondialement pour ses saumons, loups, ours et autres animaux sauvages. Des déversements constitueraient également une menace économique aux moyens de subsistance de dizaines de milliers de Britanno-Colombiens qui gagnent leur vie de la mer.

Le Northern Gateway d'Enbridge: comparaison de la taille du pétrolier



Le Northern Gateway d'Enbridge signifie qu'un pétrolier de 350 mètres naviguerait dans les eaux continentales de la Colombie-Britannique.

Le Canada dans le monde – amoindrir l'action climatique

Le pipeline Trailbreaker d'Enbridge

Un des projets de pipeline les moins connus et actuellement à l'étude est un projet qui pourrait inverser le flux d'un pipeline existant qui s'écoule vers l'ouest en provenance des raffineries de Montréal, au Québec, vers Sarnia, en Ontario. La proposition vise à inverser la direction du flux afin de transporter le pétrole des sables bitumineux d'ouest en est. D'abord présenté en 2008 par Enbridge, le projet initial prévoyait qu'environ un quart de million de barils de pétrole provenant des sables bitumineux auraient été transportés, chaque jour, de l'Alberta vers Montréal, où une partie du bitume aurait été raffinée. Le projet aurait également permis à une partie du bitume d'être acheminée à Portland, Maine, où elle aurait été transportée par camions-citernes dans le monde entier.

La récession a contraint Enbridge à suspendre temporairement le projet au début de 2009. En 2011, Enbridge est revenue à la charge, mais cette fois, seulement pour la portion concernant une sous-section de la canalisation¹⁰⁸. Les groupes environnementaux ont interprété cette approche comme une tentative de saper la capacité de l'Office national de l'énergie d'examiner ce qui était, en fin de compte, qu'une pièce d'un projet de gazoduc beaucoup plus grand¹⁰⁹. Différents aspects de ce projet ont fait l'objet de débats devant les tribunaux du Québec depuis près de trois ans, et des audiences publiques sur la partie ontarienne du projet débuteront en septembre¹¹⁰.

Des citoyens américains s'inquiètent du fait que les demandes d'Enbridge au Canada permettent de relancer le projet Trailbreaker qui passe par le New Hampshire, le Maine et le Vermont. Les Américains s'inquiètent maintenant de l'augmentation du risque de déversements à proximité des communautés locales, dans les voies navigables et près des importantes zones écologiques. Les fortes émissions de carbone des sables bitumineux sont aussi incompatibles avec les efforts entrepris par ces États dans leur lutte pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.



Citoyens et membres des Premières nations manifestent devant le Parlement canadien contre le projet Keystone XL, 26 septembre 2011.



Un "ours esprit" de la Great Bear Rainforest marchant sur le trajet du Northern Gateway d'Enbridge.

Source: Living Oceans Society

Le «reste du Canada»

Les Canadiens appuient les actions sur les changements climatiques, et la réalité est que la grande majorité des Canadiens vivent dans des provinces dont les politiques sur les changements climatiques sont plus exigeantes que celles du gouvernement fédéral¹¹¹. En l'absence de leadership de la part du gouvernement fédéral, les provinces et les municipalités ont pris les devants, refusant d'être laissés pour compte dans la course mondiale vers un avenir énergétique plus propre.

La province de Québec s'est engagée à respecter des objectifs similaires à ceux de Kyoto, et est sur la bonne voie de les atteindre ; elle a notamment mis en place la première taxe sur le carbone en Amérique du Nord. La Colombie-Britannique a également mis en place une taxe sur le carbone, de même qu'un plan exigeant des réductions de ses émissions et, avec le Québec, a adopté les normes californiennes relatives aux émissions provenant des véhicules. L'Ontario vient d'adopter la Loi sur l'énergie verte, l'une des législations les plus exigeantes du continent pour encourager le développement d'énergies propres. L'Ontario s'est également engagée à éliminer toutes les installations de production d'électricité à partir du charbon d'ici 2015, tandis que d'autres provinces comme la Nouvelle-Écosse visent aussi l'élimination du charbon. Même la province de l'Alberta a un prix modeste pour le carbone¹¹².



Le Québec a été un chef de file dans la Western Climate Initiative, un regroupement de sept États américains et de trois provinces canadiennes s'étant dotés collectivement d'une cible de réduction de 15 % de leurs émissions par rapport aux niveaux de 2005, d'ici 2020. Le Québec sera probablement suivi par l'Ontario et le Manitoba, alors que les provinces de l'Ouest se sont engagées dans la Regional Greenhouse Gas Initiative, avec les États de la Nouvelle-Angleterre¹¹³. La Ville de Vancouver a un plan de réduction de 80 % de ses émissions d'ici 2050 (basé sur les niveaux de 1990)¹¹⁴.

Il y a des défis pour les provinces qui ont décidé de faire preuve de leadership. Le refus du gouvernement fédéral de soutenir l'énergie propre en Ontario et les subventions qu'il continue de verser pour les sables bitumineux de l'Alberta créent des conditions difficiles pour le développement d'énergies vertes¹¹⁵. Le gouvernement fédéral a lié l'économie canadienne aux sables bitumineux de sorte que le Canada a développé la «maladie hollandaise» selon laquelle le dollar canadien augmente avec le prix du pétrole, ce qui entraîne la perte d'emplois manufacturiers en Ontario et au Québec, alors que la force du dollar canadien rend les exportations plus chères au niveau international et hors de prix sur les marchés internationaux¹¹⁶.

Non seulement les Canadiens veulent de l'action relativement aux changements climatiques, mais ils comprennent aussi de plus en plus le caractère éphémère du développement des sables bitumineux et ils sont conscients que le débat fait ressortir le pire du gouvernement. Un récent sondage a montré que les Canadiens croient fermement que les sables bitumineux ont un impact négatif sur la réputation internationale du Canada et qu'ils feraient de la minimalisation de l'impact environnemental des sables bitumineux une priorité¹¹⁷.

Conclusion

«On a l'impression que le Canada n'est dorénavant plus tellement engagé dans le monde... à la fin, ce qui compte, ce n'est pas votre position, mais la façon dont vous vous comportez. L'influence est un atout et nous l'avons malmené»

– Jeremy Kinsman, ancien diplomate du Canada, à la retraite, qui a été ambassadeur du Canada ou haut-commissaire dans 15 pays, décembre 2009. ¹¹⁸

Le refus de la part du gouvernement fédéral de réglementer l'industrie des sables bitumineux et l'offensive diplomatique et des relations publiques à laquelle il s'est adonné pour promouvoir les sables bitumineux défient toute logique scientifique et tous les efforts que les autres pays ont déployés de bonne foi pour s'attaquer au réchauffement climatique. Après avoir promis d'agir en matière climatique pendant plus de six ans et de n'avoir rien fait, le Canada voit sa crédibilité démolie. Des efforts conjoints du gouvernement canadien et du gouvernement de l'Alberta visant à saper et à affaiblir la politique climatique et d'énergie propre à l'étranger doivent être considérés comme un prolongement du lobbying de l'industrie.

L'atmosphère ne tient pas compte des frontières politiques. Actuellement, les sables bitumineux sont responsables des émissions mondiales semblables à celles de toute la Suisse, et elles pourraient doubler au cours des huit prochaines années. Les conséquences du développement sans balises des combustibles fossiles à forte intensité de carbone, comme les sables bitumineux, ferait passer le climat de la crise à la catastrophe. Alors que les pays se mettent à investir dans l'énergie propre et prennent tous ensemble les mesures en vue d'abandonner l'utilisation de combustibles fossiles, il est clair qu'une partie de efforts déployés dans le but de protéger notre climat doit consister à mettre de la pression pour que les autres soient contraints de prendre leurs responsabilités et d'emboîter le pas. C'est particulièrement le cas des pays développés comme le Canada, qui ont d'importantes responsabilités historiques en la matière, et qui ont la capacité et les ressources d'agir les premiers et le plus rapidement possible dans le but de remédier au problème.

Il devrait être clair pour le gouvernement canadien que les solutions rapides au problème des sables bitumineux, tel qu'il le perçoit, qui passent par des efforts de relations publiques et de pression diplomatique, ne peuvent pas compenser pour le fait que le plan de croissance des sables bitumineux concorde avec les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie qui indiquent un réchauffement de la planète de l'ordre de 4 à 6 degrés Celsius.

Pendant ce temps, les provinces canadiennes, les municipalités, les Premières nations et les citoyens travaillent à l'obtention de meilleurs résultats pour un climat en santé, ce qui montre bien que les valeurs canadiennes fondamentales d'équité sont toujours présentes et bien vivantes au pays. Il y a donc lieu d'espérer que le Canada redevienne un jour le leader environnemental qu'il a déjà été sur la scène mondiale.

Note en fin d'ouvrage :

Sables bitumineux 101

1. Energy Resources Conservation Board, "Oilsands" .
2. Alberta Energy, "What is Oilsands," révisé le 11 juin 2009.
3. Ibid.
4. On a well-to-wheels basis compared to other conventional transportation fuels entering into the EU. Adam Brandt, "Upstream greenhouse gas (GHG) emissions from Canadian oil sands as a feedstock for European refineries". (Stanford University, 2011).
5. Alberta Energy, "Oil Sands," <http://www.energy.alberta.ca/News/oilsands.asp>.
6. Ibid.
7. Alberta Energy, Alberta's Leased Oilsands Area (Edmonton, AB: July 30, 2010).
8. Alex Charpentier, Joule Bergerson and Heather MacLean, "Understanding the Canadian oil sands industry's greenhouse gas emissions," Environmental Research Letters 4 no.1 (2009): 014005.
9. Environment Canada, "Canada's Emissions Trends" (2011) 25, table 5.
10. Clare Demerse (The Pembina Institute), Why the oilsands matter to climate policy in Canada, (2011). <http://www.pembina.org/b,log/560>
11. National Energy Technology Laboratory, Development of Baseline Data and Analysis of Life Cycle Greenhouse Gas Emissions of Petroleum-Based Fuels, DOE/NETL-2009/1346 (2008), 12, table 2-4.
12. Environment Canada, "Canada's Emissions Trends" (2011) 22, table 3.
13. Clare Demerse (The Pembina Institute), Why the oilsands matter to climate policy in Canada, (2011). <http://www.pembina.org/b,log/560>
14. Les émissions canadiennes représentent 2% des émissions mondiales, desquelles 6.5% proviennent des sables bitumineux = 0.125% des émissions globales des sables bitumineux canadiens.
15. World Resources Institute, Climate Analysis Indicators Tool: Yearly Emissions (consulté le 16 février 2011).
16. World Resources Institute, Climate Analysis Indicators Tool: Yearly Emissions (consulté le 16 février 2011).
17. The Pembina Institute, "Oilsands 101 – Water" <http://www.pembina.org/oil-sands/os101/water>.
18. Alberta Environment, "Water Diversion by Oilsands Mining Projects in 2007," données reçues en septembre 2008.
19. Mary Griffiths, Amy Taylor and Dan Woynillowicz, Troubled Waters, Troubling Trends: Technology and Policy Options to Reduce Water Use in Oil and Oilsands Development in Alberta (The Pembina Institute, 2006), p. 85.
20. Royal Society of Canada, Environmental and Health Impacts of Canada's Oil Sands Industry (2010) (consulté le 28 janvier 2011).
21. Royal Society of Canada, Environmental and Health Impacts of Canada's Oil Sands Industry.
22. Royal Society of Canada, Environmental and Health Impacts of Canada's Oil Sands Industry.
23. Indigenous Environment Network, "Tar Sands and Indigenous Rights." http://www.ienearth.org/docs/IENFactsheet_2.pdf (2011)
24. Imperial Oil Limited, Imperial Kearn Oilsands Mine Application (no. 1408771 & 1414891, volume 4), (2005), 3-31.
25. Commissioner of the Environment and Sustainable Development, "2010 Fall Report of the Commissioner of the Environment and Sustainable Development"(consulté le 14 février 2011).
26. Royal Society of Canada, Environmental and health impacts of Canada's oil sands industry, (Décembre 2010). <http://www.rsc.ca/documents/expert/RSC%20report%20complete%20secured%209Mb.pdf>
27. The Pembina Institute, "Pembina reacts to new joint oilsands monitoring plan." <http://www.pembina.org/media-release/2308> (2012).
28. Indigenous Environment Network, "Tar Sands and Indigenous Rights." http://www.ienearth.org/docs/IENFactsheet_2.pdf (2011).
29. Nathan Vanderklippe (Globe and Mail), Total's Joslyn oil sands mine approved, (January, 2011). <http://www.theglobeandmail.com/globe-investor/totals-joslyn-oil-sands-mine-approved/article1885568/>
30. M. D. MacKinnon et al., "Water Quality Issues Associated with Composite Tailings (CT) Technology for Managing Oil Sands Tailings," International Journal of Surface Mining, Reclamation and Environment 15, no. 4 (2001).
31. <http://www.pembina.org/oil-sands/os101/tailings>
32. Government of Alberta. "ERCB Approves Fort Hills and Syncrude Pond Plans with Conditions," communiqué de presse, 23 avril 2010 (consulté le 22 décembre 2010).
33. The Pembina Institute, "Oilsands 101 – Tailings" <http://www.pembina.org/oil-sands/os101/tailings> .
34. M. Price, 11 Million Litres a Day: The Tar Sands' Leaking Legacy(Environmental Defence, 2008), (consulté le 10 décembre 2008).
35. Royal Society of Canada, Environmental and Health Impacts of Canada's Oil Sands Industry.
36. Government of Alberta, "FAQ - Oil Sands" (consulté le 22 décembre 2010).
37. The Pembina Institute, "Oilsands 101 – Reclamation" <http://www.pembina.org/oil-sands/os101/reclamation> .
38. Royal Society of Canada, Environmental and Health Impacts of Canada's Oil Sands Industry.
39. Environment Canada, "Acid Rain FAQ" (consulté le 17 mars 2011).
40. Environment Canada, National Pollutant Release Inventory, 2007 Summary, section 3.1.1.1 "Criteria Air Contaminants" (consulté le 14 mai 2009).
41. J. Bergerson and D. Keith, "Life cycle assessment of oilsands technologies," Proceedings of the Alberta Energy Futures Project Workshop, 2006.
42. Environmental Defense, Dirty Oil, Dirty Air: Ottawa's Broken Pollution Promise (2010) (consulté le 10 janvier 2011)
43. Michal Krzyzanowski and Aaron Cohen. "Update of WHO air quality guidelines," Air Quality, Atmosphere & Health, 1 (May 2008): p. 7-13.
44. Indigenous Environment Network, "Tar Sands and Indigenous Rights." http://www.ienearth.org/docs/IENFactsheet_2.pdf (2011).



Note en fin d'ouvrage : Sables bitumineux 101

45. See for example Testimony, Chief Bill Erasmus (Regional Chief, Northwest Territories, Assembly of First Nations) to Standing Committee on Environment and Sustainable Development, le mardi 12 mai 2009.
46. Alberta Cancer Board, "Cancer Incidence in Fort Chipewyan," (2009).
47. Indigenous Environment Network, "Tar Sands and Indigenous Rights." http://www.ienearth.org/docs/IENFactsheet_2.pdf (2011).
48. Edmonton Journal, First Nations demand oil sands moratorium: Aboriginal leaders have declared war on the oilsands, vowing to go to court to stop what they say is the destruction of their land and the poisoning of their water, (Août 2008). <http://www.canada.com/topics/news/national/story.html?id=00686d4c-24d9-417d-9dd1-714592491e7f>
49. United Nations General Assembly, Report of the Working Group on the Universal Periodic Review: Canada, (Mars 2009). http://www.pch.gc.ca/pgm/pdp-hrp/inter/wrk_grp-eng.pdf
50. Lee Berthiaume (Postmedia News), UN slams Canada for First Nation's treatment, (Février 2012). <http://www.montrealgazette.com/news/slams+Canada+First+Nations+treatment/6193201/story.html>
51. Dan Healing, Update: Costs rise to \$28.5 billion for Imperial Oil's Kearl Project, 21 Déc. 2011, <http://www.calgaryherald.com/business/Update+Imperial+approves+expansion+Kearl+project/5892694/story.html>



Notes en fin d'ouvrage : Sale diplomatie pétrolière

1. Environics, Canadians continue to voice strong support for actions to address climate change, including an international treaty and carbon taxes (1 décembre 2011). http://www.environics.ca/reference-library?news_id=109
2. Nobel Women's Initiative, Nobel Peace Laureates call on Prime Minister Harper to stop tar sands expansion, (28 septembre 2012). <http://nobelwomensinitiative.org/2011/09/nobel-peace-laureates-call-on-harper-to-stop-tar-sands-expansion/>
3. Climate Analysis Indicators Tool (CAIT UNFCCC) Version 5.0. (Washington, DC: World Resources Institute, 2012).
4. 13. U.S. Environmental Protection Agency (EPA), Inventory of U.S. Greenhouse Gas Emissions and Sinks 1990 - 2008 (consulté le 22 décembre 2010)
5. En 2008, l'Alberta a produit des gaz à effet de serre représentant 244 mégatonnes de CO₂. (Environment Canada, "National Inventory Report - Part 3 1990-2008 Greenhouse Gas Sources and Sinks in Canada"). En 2008, la population de l'Alberta était évaluée à 3,51 millions de personnes. (Alberta Finance, Alberta Population Report (2008) (consulté le 22 décembre 2010)).
6. Les émissions provenant des sables bitumineux sont passées de 17 Mt en 1990 à 45 Mt en 2009. (Environment Canada, "National Inventory Report - Part 1 1990-2008 Greenhouse Gas Sources and Sinks in Canada")
7. Environment Canada, "Canada's Emissions Trends" (2011) 25, table 5
8. Clare Demerse (The Pembina Institute), Why the oil sands matter to climate policy in Canada, (août 2011). <http://www.pembina.org/blog/560>
9. Tim Weis, Pembina reacts to 2011 federal budget, (mars 2011). <http://www.pembina.org/media-release/2183>
10. Erin Loxam (1130 News), An early end to ecoEnergy grants, (30 janvier 2012). <http://www.news1130.com/news/local/article/325217--an-early-end-to-ecoenergy-grants>
11. International Institute for Sustainable Development, Fossil fuels: at what cost? Government support for upstream oil activities in three Canadian provinces: Alberta, Saskatchewan and Newfoundland and Labrador (novembre 2010).
12. Dr. Andrew Weaver, correspondance par courriel, (21 février 2012).
13. Environment Canada, Canada's New Government Announces Mandatory Industrial Targets to Tackle Climate Change and Reduce Air Pollution, (26 avril 2007). <http://www.ec.gc.ca/default.asp?lang=en&n=714D9AAE-1&news=4F2292E9-3EFF-48D3-A7E4-CEFA05D70C21>
14. Clare Demerse (The Pembina Institute), Canada's Industry Regulations: Not "Turning the Corner" Anytime Soon, (26 mars 2008). <http://www.pembina.org/op-ed/1617>
15. Government of Canada, Canada's Continental Action, (consulté le 16 février 2012). <http://www.climatechange.gc.ca/default.asp?lang=En&n=A4F03CA6-1sector>
16. Matthew Bramley, Pembina Institute Comments on Canada's Proposed Passenger Automobile and Light Truck Greenhouse Gas Emission Regulations (juillet 2010). <http://pubs.pembina.org/reports/vehicle-regs-submission-revised-july-2010.pdf>
17. The Canadian Government uses a 2005 baseline when referencing its 2020 target, but when calculated to reflect the change in emissions from a 1990 baseline (as is the Kyoto baseline), the Canadian Government's target is 2.88% above 1990. Environment Canada, Canada's Greenhouse Gas Target and Emissions Projections (2010). <http://climatechange.gc.ca/default.asp?lang=En&n=DC025A76-1>
18. United Nations Framework Convention on Climate Change, Appendix I - Quantified economy-wide emissions targets for 2020 (2010). http://unfccc.int/meetings/copenhagen_dec_2009/items/5264.php
19. Matthew Bramley (The Pembina Institute), To hit climate target, Ottawa would have to work 10 times harder (août 2011). <http://www.pembina.org/blog/561>
20. Shawn McCarthy (The Globe and Mail), Former environment minister threatened to impose new rules on oilsands (décembre 2010). <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/former-environment-minister-threatened-to-impose-new-rules-on-oil-sands/article1847647/>
21. Mike DeSouza (Postmedia News), Pro-oil lobby retreat urges feds to deliver climate-change solutions (février 2012). <http://www.canada.com/business/lobby+retreat+urges+feds+deliver+climate+change+solutions/6141130/story.html>
22. Jonathon Gatehouse (MacLeans), Suddenly the world hates Canada: How did a country with two per cent of the world's emissions turn global villain? (15 décembre 2009). <http://www2.macleans.ca/2009/12/15/suddenly-the-world-hates-canada/3/>
23. G20 Leaders' statement: the Pittsburgh Summit (24-25 septembre 2009).
24. Michael Horgan (Department of Finance), Memorandum to Minister of Finance on G20 fossil fuel subsidies commitment (18 mars 2010).
25. Ibid.
26. Climate Action Network Canada, Fuelling the Problem: Why it is time to end tax breaks to oil, coal and gas in Canada, (novembre 2010).
27. xxvii Canada's economic action plan, Eliminating fossil fuel subsidies: Budget 2011 (2011). <http://actionplan.gc.ca/initiatives/eng/index.asp?mode=3&initiativeID=207>
28. xxviii State of the Union Address (janvier 2011). <http://www.nationaljournal.com/whitehouse/exclusive-obama-to-declare-the-rules-have-changed--20110125>
29. Duncan Clark (The Guardian), Phasing out fossil fuel subsidies 'could provide half of global carbon target' (19 janvier 2012). <http://www.guardian.co.uk/environment/2012/jan/19/fossil-fuel-subsidies-carbon-target>
30. Pallab Ghosh (BBC), Canadian government is 'muzzling its scientists' (17 février 2012). <http://www.bbc.co.uk/news/science-environment-16861468>
31. Andrew Cuddy (Climate Action Network Canada), The Harper Government's approach to climate science research in Canada (mars 2010).
32. Ibid.
33. Open letter: Prime Minister Harper please stop muzzling scientists and researchers (février 2012). <http://www.ipolitics.ca/2012/02/16/prime-minister-please-stop-muzzling-scientists-and-researchers-open-letter/>
34. Palab Ghosh (BBC), Canadian Government is 'muzzling its scientists', (février 2012). <http://www.bbc.co.uk/news/science->



Notes en fin d'ouvrage : Sale diplomatie pétrolière

environment-16861468

35. Palab Ghosh (BBC), Canadian Government is 'muzzling its scientists' , (février 2012). <http://www.bbc.co.uk/news/science-environment-16861468>
36. Andrew Cuddy (Climate Action Network Canada), The Harper Government's approach to climate science research in Canada, (mars 2010) pg. 13.
37. CBC News, Coast Guard ship used by oil companies, (novembre 2010). <http://www.cbc.ca/news/canada/story/2010/11/23/icebreaker-coast-guard-oil-research.html>
38. Mike DeSouza (Postmedia News), Climate skeptics gathering influence and Tory senate seats (janvier 2012). <http://www.montrealgazette.com/technology/Climate+skeptics+gathering+influence+Tory+Senate+seats/6032749/story.html>
39. Bill McKibben, Why I'm worried about my trip to Canada, (25 janvier 2012). <http://www.350.org/en/about/blogs/why-im-worried-about-my-trip-canada>
40. Minister Joe Oliver, Open Letter to Canadians, (janvier 2012). <http://www.theglobeandmail.com/news/national/an-open-letter-from-natural-resources-minister-joe-oliver/article2295599/>
41. Andrew Frank, A Whistleblower's Open Letter to the Citizens of Canada: Prime Minister's Office Tries to Silence Pipeline Critics; Labels Environmental Group "Enemy of the Government of Canada" and "Enemy of the people of Canada." (janvier 2012). <http://www.pacificfreepress.com/news/1/10785-whistleblower-charges-pmo-pressuring-environmental-ngos-on-pipeline-opposition.html>
42. Shawn McCarthy (The Globe and Mail), Security services deem environment, animal rights groups "extremist" threats, (février 2012). <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/security-services-deem-environmental-animal-rights-groups-extremist-threats/article2340162/>
43. Access to Information request #A-2010-02237, Pan European Oil Sands Advocacy Strategy, (mars 2011). <http://climateactionnetwork.ca/2011/04/11/pan-european-oil-sands-advocacy-strategy-final-version-11-april-2011>
44. APTN, Aboriginal Groups labeled "adversaries" by federal government: document (janvier 2012). <http://aptn.ca/pages/news/2012/01/26/aboriginal-groups-labelled-adversaries-by-federal-government-document/>
45. Joint statement issued at the conclusion of the 10th BASIC Ministerial meeting on climate change, (13-14 février 2012). <http://www.sdpc.gov.cn/zjgx/W020120217568339907312.pdf>
46. CBC News, Canada pulls out of Kyoto Protocol, (12 décembre 2011). <http://www.cbc.ca/news/politics/story/2011/12/12/pol-kent-kyoto-pullout.html>
47. CTV News, Canada to pull out of Kyoto Protocol next month, (novembre 2011). <http://www.ctv.ca/CTVNews/TopStories/20111127/durban-south-africa-sclimate-conference-setup-111127/>
48. Associated Press, Canada refuses to confirm or deny Kyoto withdrawal, (28 novembre 2011). <http://news.yahoo.com/canada-refuses-confirm-deny-kyoto-withdrawal-201821492.html>
49. CBC News, Canadian environment minister rebukes India remark: Indian minister gets standing ovation for Durban speech, (10 décembre 2011). <http://www.cbc.ca/news/world/story/2011/12/10/kent-india-climate.html>
50. Shawn McCarthy (The Globe and Mail), African countries press developed world to reach climate deal, (6 décembre 2011). <http://m.theglobeandmail.com/news/politics/african-countries-press-developed-world-to-reach-climate-deal/article2259029/?service=mobile>
51. Suzanne Goldenberg (The Guardian), Canada tries to hide Alberta tar sands carbon emissions Greenhouse gas emissions from the tar sands are on the rise, but try finding that in Canada's official report to the UN, (juin 2011). <http://www.guardian.co.uk/environment/blog/2011/jun/01/canada-tar-sands-carbon-emissions>
52. Keith Stewart (Greenpeace Canada), Canada's diplomatic spanking at UN hides deeper problems, (juin 2011). <http://www.greenpeace.org/canada/en/Blog/canadas-diplomatic-spanking-at-un-hides-deepe/blog/35214/>
53. Mike DeSouza (Postmedia News), Harper government receives diplomatic spanking over climate policies, (11 juin 2011). <http://hendrawnwm.wordpress.com/2011/06/11/harper-government-receives-diplomatic-spanking-over-climate-policies/>
54. Climate Action Network Canada, Canadian Government wins Fossil of the Year award in Durban (décembre 2011). <http://climateactionnetwork.ca/2011/12/09/canada-wins-fossil-of-the-year-award-in-durban/>
55. CBC News, Policy lost Canada UN seat: ex-Ambassador, (octobre 2010). <http://www.cbc.ca/news/canada/story/2010/10/13/policy-cost-canada-103.html>
56. Jonathon Gatehouse (MacLeans), Suddenly the world hates Canada: How did a country with two per cent of the world's emissions turn global villain? (15 décembre 2009). <http://www2.macleans.ca/2009/12/15/suddenly-the-world-hates-canada/>
57. Fundraising letter sent by Stephen Harper to supporters in 2002. <http://one-blue-marble.com/harper-and-climate-change.html>
58. Paul Wells (MacLeans), Why Prentice took on the oil sands: Jim Prentice preaches responsibility regarding the oil sands, (février 2010). <http://www2.macleans.ca/2010/02/05/why-prentice-took-on-the-oil-sands/>
59. Climate Action Network Canada, The tar sands long shadow: The Canadian Government's campaign to kill climate policies outside our borders, (novembre 2010).
60. Sheldon Alberts (Postmedia News), Environment minister Kent says U.S. still bullish on Keystone XL pipeline, (17 février 2012). <http://www.canada.com/news/Environment+minister+Kent+says+still+bullish+Keystone+pipeline/6167450/story.html#ixzz1mfgvcm9k>
61. Access to Information request # A-2010-02237, Pan-European oil sands team mid year report, (10 août 2010). <http://climateactionnetwork.ca/2010/08/20/pan-european-oil-sands-team-mid-year-report-20-august-2010>
62. Access to Information request # A-2010-02237, Pan-European oil sands team mid year report, (mars 2011). <http://climateactionnetwork.ca/2011/04/11/pan-european-oil-sands-advocacy-strategy-final-version-11-april-2011>



Notes en fin d'ouvrage : Sale diplomatie pétrolière

63. Andy Rowell, Paul de Clerck and Darek Urbaniak (Friends of the Earth Europe), Canada's dirty lobby diary: Undermining the EU Fuel Quality Directive, (juillet 2011). http://www.foeeurope.org/publications/2011/FOEE_Report_Tar_Sands_Lobby_Final_July82011.pdf
64. European Commission, Transport & Environment: fuel quality monitoring, (consulté le 19 février 2012). <http://ec.europa.eu/environment/air/transport/fuel.htm>
65. Access to Information request # A-2010-02237, Pan-European oil sands advocacy strategy, (mars 2011). <http://climateactionnetwork.ca/2011/04/11/pan-european-oil-sands-advocacy-strategy-final-version-11-april-2011>
66. Ibid.
67. Access to Information request # DC7040-11-147, Report: Pan European Oil sands Team Meeting, (1,2 février 2011). <http://climateactionnetwork.ca/?p=27263>
68. Access to Information request # A-2010-02237, Department of Foreign Affairs and International Trade Canada, Memorandum for information to the Ministers' of International Trade and Foreign Affairs, Oil Sands Engagement in Europe, (3 mars 2010). <http://climateactionnetwork.ca/2010/03/05/oil-sands-outreach-in-europe-5-march-2010>
69. Mike DeSouza (Postmedia News), Feds spent nearly \$54,000 on pro-oil lobbying retreat over two days in London, England, (février 2012). <http://blogs.canada.com/2012/02/15/feds-spent-nearly-54000-on-pro-oil-lobbying-retreat-over-two-days-in-london-england/>
70. Access to Information request # A-2010-02237, Pan-European oil sands team action plan, (mai 2010). <http://climateactionnetwork.ca/2010/05/18/2010-05-18-pan-european-oil-sands-team-action-plan>
71. Ibid.
72. Access to Information request # DC7040-11-147, Report: Pan European Oil sands Team Meeting, (1,2 février 2011). <http://climateactionnetwork.ca/?p=27263>
73. Access to Information request # A-2010-02237, Pan-European oil sands team mid year report, (10 août 2010). <http://climateactionnetwork.ca/2010/08/20/pan-european-oil-sands-team-mid-year-report-20-august-2010>
74. Access to Information request # DC7040-11-147, Report: Pan European Oil sands Team Meeting, (1,2 février 2011). <http://climateactionnetwork.ca/?p=27263>
75. Ibid.
76. Ibid.
77. CBC News, European MP defends EU oil sands policy, (23 novembre 2011). <http://www.cbc.ca/news/politics/story/2011/11/23/pol-eu-mp-arsenis-oil-sands.html>
78. Access to Information request # A-2010-02237, Pan-European oil sands advocacy strategy, (mars 2011). <http://climateactionnetwork.ca/2011/04/11/pan-european-oil-sands-advocacy-strategy-final-version-11-april-2011>
79. Pete Harrison (Reuters), EU yields to Canada over oil trade "barriers": sources, (24 mars 2010). <http://www.reuters.com/article/2010/03/24/us-eu-energy-canada-idUSTRE62N3T920100324>
80. Daniel Carrington (The Guardian), Canada threatens trade war with EU over tar sands The row over the EU's plan to label tar sands oil as highly polluting escalates as Canada says it 'will not hesitate to defend its interests', (20 février 2012). <http://www.guardian.co.uk/environment/2012/feb/20/canada-eu-tar-sands?intcmp=122>
81. Commissioner Hedegaard meeting with Eurovia's President Dr. Josef Wlatl and Secretary General Ms. Isabelle Muller, Bilateral with Eurovia on the Fuel Quality Directive and EU-ETS, (22 juin 2010). <http://climateactionnetwork.ca/?p=27268>
82. Climate Action Network Canada, The tar sands long shadow: The Canadian Government's campaign to kill climate policies outside our borders, (novembre 2010).
83. DG Environment, European Commission, "Agenda Item No. 9: Consultation Results on Article 7a Implementation Measures," Slide 4.
84. Jason Fekete and Lisa Schmidt (Calgary Herald), Alberta claims victory in EU's 'backing off' from oilsands rules, (25 mars 2010).
85. Access to Information request # A-2010-02237, Department of Foreign Affairs and International Trade Canada, Memorandum for information to the Ministers' of International Trade and Foreign Affairs, Oil Sands Engagement in Europe, (3 mars 2010). <http://climateactionnetwork.ca/2010/03/05/oil-sands-outreach-in-europe-5-march-2010>
86. European Commission comitology register, laying down calculation methods and reporting requirements pursuant to Directive 98/70/EC of the European Parliament and of the Council relating to the quality of petrol and diesel fuels, (23 février 2012). <http://ec.europa.eu/transparency/regcomitology/index.cfm?do=search.documentdetail&XOfvOQKYHt67nl0gDR9EQ0pDU4MfDGIJHglKuEmrBsRhxbx1TISJ2Mfg5DtxY23N>
87. Access to Information request # A-2010-02237, Media Lines: Oil Sands, (juin 2010). <http://climateactionnetwork.ca/2010/06/24/oil-sands-media-lines-24-june-2010>
88. Access to Information request # A-2010-02237, Pan-European oil sands team mid year report, (10 août 2010). <http://climateactionnetwork.ca/2010/08/20/pan-european-oil-sands-team-mid-year-report-20-august-2010>
89. Ibid.
90. Access to Information request # A-2010-02237, Energy and oil sands advocacy: update, (mai 2009). <http://climateactionnetwork.ca/2009/05/21/united-states-oil-sands-advocacy-may-21-2009>
91. Alberta Cancer Board, Cancer Incidence in Fort Chipewyan, (2009).
92. Access to Information request # A-2010-02237, Pan European Oil Sands Team Action Plan, (18 mai 2010). <http://climateactionnetwork.ca/2010/05/18/2010-05-18-pan-european-oil-sands-team-action-plan>



Notes en fin d'ouvrage : Sale diplomatie pétrolière

93. Access to Information Request, Email between Canadian officials and Canadian High Commission in Washington D.C re. re. messaging and themes, (23 juillet 2010). <http://climateactionnetwork.ca/2012/03/01/e-mails-from-w...y-july-23-2010/>
94. Shawn McCarthy (Globe and Mail), Keystone pipeline approval 'complete no-brainer,' Harper says, (21 septembre 2011). <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/keystone-pipeline-approval-complete-no-brainer-harper-says/article2174907/>
95. Access to Information request # A-2010-02237, Oil sands advocacy in the United States: an overview, (28 mars 2011). <http://climateactionnetwork.ca/2011/03/28/oil-sands-advocacy-in-the-united-states-28-march-2011>
96. Access to Information Request #DC7040-10-294, E-mail from Paul Connors: Pembina Institute and NRDC Presentation on Oil Sands in DC, (juillet 2006). <http://climateactionnetwork.ca/?p=27271>
97. Nathan Vanderklippe and Shawn McCarthy (The Globe and Mail), Without Keystone XL oil sands face choke point, (8 juin 2011). <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/without-keystone-xl-oil-sands-face-choke-point/article2052562/>
98. Strategy West Inc., Existing and Proposed Canadian Commercial Oil Sands Projects, (avril 2011).
99. Christa Marshall. "Debate Intensifies Over Climate Change Aspects of Canada's Oil Sands Pipeline". New York Times Energy and Environment Blog. (25 juillet 2011). <<http://www.nytimes.com/cwire/2011/07/25/25climatewire-debate-intensifies-over-climate-change-aspec-46622.html?pagewanted=all>>
100. Josh Wingrove (The Globe and Mail), Stelmach buys U.S. ad touting oil sands, (juin 2010). <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/stelmach-buys-us-ad-touting-oil-sands/article1627312/>
101. Maude Barlow, Wendell Berry, Tom Goldtooth, Danny Glover, James Hansen, Wes Jackson, Naomi Klein, Bill McKibben, George Poitras, David Suzuki and Gus Speth, Open letter calling for non violent civil disobedience in protest of the Keystone XL pipeline, (juin 2010). <http://www.thenation.com/blog/161604/bill-mckibben-naomi-klein-call-civil-disobedience-tar-sands>
102. Shawn McCarthy and Nathan Vanderklippe. "To Harper's 'profound disappointment', Obama rejects Keystone". The Globe and Mail. (18 janvier 2012).
103. Les Whittington. "Titanic clash looms over proposed Northern Gateway pipeline" Toronto Star. (8 janvier 2012).
104. David Ljunggren. "Harper vows to ensure Enbridge's Northern Gateway pipeline is built". Vancouver Sun. (10 février 2012). <http://www.vancouversun.com/news/Canada+vows+ensure+pipeline+built/6134365/story.html#ixzz1mSxQhOej>
105. Jeremy Van Loon. "Canada's Oil-Sand Fields Need U.S. Workers, Alberta Minister Says". Bloomberg News. (7 septembre 2011). <http://www.bloomberg.com/news/2011-09-07/canada-s-oil-sand-fields-need-u-s-workers-alberta-minister-says.html>
106. Colin Robertson. "Let's act like an energy superpower". The Globe and Mail. (27 juillet 2010).
107. Nathan Lemphers. Pipeline to Nowhere? Uncertainty and unanswered questions about the Enbridge Norher Gateway Pipeline. The Pembina Institute. (december 2010). pp. 8 – 11.
108. http://energypipelinenews.blogspot.com/2009/01/enbridge-puts-trailbreaker-pipeline_20.html
109. Reuters, Green groups seek wider review of Enbridge project, (26 août 2011). <http://www.reuters.com/article/2011/08/26/us-enbridge-line-idUSTRE77PQQ820110826>
110. <http://www.radio-canada.ca/regions/Montreal/2011/10/28/008-montreal-pipe-lines-dunham-station-pompage.shtml>
111. Environics Research Group, Canadians continue to voice strong support for actions to address climate change, including an international treaty and carbon taxes, (1 décembre 2011). http://www.environics.ca/reference-library?news_id=109
112. Ibid.
113. Ibid.
114. City of Vancouver, Sustainability: climate protection, (consulté le 19 février 2012). http://vancouver.ca/sustainability/climate_protection.htm
115. Commission on the Reform of Ontario's Public Services, Chapter 20: Intergovernmental relations, (consulté le 19 février 2012). <http://www.fin.gov.on.ca/en/reformcommission/chapters/ch20.html>
116. Philippe Bergevin (Economics Division, Library of Parliament), Energy resources: boon or curse for the Canadian economy? (31 mars 2006). <http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/researchpublications/prb0586-e.htm>
117. Nanos Poll, Environment trumps prosperity for oil sands development, (2010). <http://www.nikonthenumbers.com/topics/show/125>
118. Jonathon Gatehouse (MacLeans), Suddenly the world hates Canada: How did a country with two per cent of the world's emissions turn global villain? (15 décembre 2009). <http://www2.macleans.ca/2009/12/15/suddenly-the-world-hates-canada/3/>

«La vérité cachée» (p. 15)

1. Adam Brandt (Stanford University), Upstream greenhouse gas (GHG) emissions from Canadian oil sands as a feedstock for European refineries, (2011).
2. National Energy Technology Laboratory, Development of Baseline Data and Analysis of Life Cycle Greenhouse Gas Emissions of Petroleum-Based Fuels, DOE/NETL-2009/1346 (2008), 12, table 2-4.
3. Environment Canada, "Canada's Emissions Trends" (2011). This document indicates the overall expected emission increase for Canada as 54 Mt CO₂e (table 2, page 22) between 2005 and 2020 while projecting tar sands related emissions to rise by 62 Mt CO₂e during the same period (table 5, page 25). Tar sands related emissions thus represent 115% of Canadian emissions growth. In other words any emission reductions achieved elsewhere in Canada are more than cancelled out by the growth in tar sands emissions.
4. Oilsands emissions were 45 Mt in 2009. (Environment Canada, "National Inventory Report - Part 1 1990-2008 Greenhouse Gas Sources and Sinks in Canada" , 86.), Switzerland's emissions were 44 Mt Mt in 2009 (Climate Analysis Indicators Tool (CAIT UNFCCC) Version 5.0. (Washington, DC: World Resources Institute, 2012).
5. Alex Charpentier, Joule Bergerson and Heather MacLean, "Understanding the Canadian oil sands industry's greenhouse gas emissions."
6. Alberta Energy, Alberta's Leased Oilsands Area (Edmonton, AB: July 30, 2010). Total Area (140,000 square kilometres) - Minable Area (4,750 square kilometres) = In Situ Area (135,250 square kilometres)
7. Alex Charpentier, Joule Bergerson and Heather MacLean, "Understanding the Canadian oil sands industry's greenhouse gas emissions."
8. Indigenous Environment Network, "Tar Sands and Indigenous Rights." http://www.ienearth.org/docs/IENFactsheet_2.pdf (2011).
9. Pembina Institute. Haste Makes Waste: <http://www.pembina.org/pub/1409> and, IHS CERA, 2012. Assessing Environmental Regulation in the Canadian Oil Sands. SPECIAL REPORT
10. Transport and Environment, Reducing transportation emissions – implementing the Fuel Quality Directive, (accessed February 22, 2012) <http://www.transportenvironment.org/publications/reducing-transport-fuel-emissions-implementing-fqd>
11. Matthew Bramley (The Pembina Institute), To hit climate target, Ottawa would have to work 10 times harder, (August 2011). <http://www.pembina.org/blog/561>
12. Ibid.
13. Matthew Bramley, Marc Huot, Simon Dyer and Matt Horne. 2011. Responsible Action? Anassessment of Alberta's greenhouse gas policies. The Pembina Institute. Calgary AB.
14. Matthew Bramley, Marc Huot, Simon Dyer and Matt Horne. 2011. Responsible Action? Anassessment of Alberta's greenhouse gas policies. The Pembina Institute. Calgary AB.
15. European Commission comitology register, laying down calculation methods and reporting requirements pursuant to Directive 98/70/EC of the European Parliament and of the Council relating to the quality of petrol and diesel fuels, (February 23, 2012). <http://ec.europa.eu/transparency/regcomitology/index.cfm?do=search.documentdetail&XOvfOQKYHt67nl0gDR9EQ0pDU4MfDGIJHglKuEmrBsRhxbx1TISJ2Mfg5DtxY23N>





Climate Action Network Canada **Réseau action climat Canada**

www.climateactionnetwork.ca | www.reseauactionclimat.ca

This document printed on 100% Post Consumer, FSC certified paper.